



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

COTE D'IVOIRE 2021



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

COTE D'IVOIRE 2021



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Nationale pour la Côte d'Ivoire

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE DE LA COTE D'IVOIRE AU TITRE DE L'ANNEE 2021

Octobre 2022



SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX	3
LISTE DES GRAPHIQUES.....	4
SIGLES ET ABBREVIATIONS.....	5
AVANT-PROPOS.....	6
RESUME.....	11
INTRODUCTION.....	13
I – COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	16
I.1- Balance des biens.....	16
I.1.1- Exportations de biens.....	17
I.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens.....	17
I.1.1.2- Composition des exportations de biens.....	17
I.1.1.3- Orientation géographique des exportations de biens.....	19
I.1.2 - Importations de biens.....	20
I.1.2.1 - Evolution globale des importations de biens.....	20
I.1.2.2- Composition des importations de biens.....	20
I.1.2.3 - Orientation géographique des importations de biens.....	23
I.2 - Balance des services.....	23
I.2.1 - Exportations de services.....	24
I.2.2 - Importations de services.....	24
I.3 - Compte de revenu primaire	25
I.4 - Compte de revenu secondaire.....	26
II - COMPTE DE CAPITAL.....	27
II.1 - Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits.....	27
II.2 - Transferts de capital.....	27
III - COMPTE FINANCIER.....	28
III.1 - Investissements directs étrangers.....	28
III.2 - Investissements de portefeuille.....	30
III.3 - Dérivés financiers.....	30
III.4 - Autres investissements.....	30
IV - CAPITAUX MONETAIRES.....	31
IV.1 - Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	31
IV.2 - Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	32
IV.3 – Actifs extérieurs nets de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts.....	32
V - POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	33
CONCLUSION.....	34
ANNEXES.....	37

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n° 1 : Balance des paiements 2021 de la Côte d'Ivoire (optique BCEAO).....	12
Tableau n° 2 : Evolution du compte des transactions courantes de 2017 à 2021.....	16
Tableau n° 3 : Evolution de la balance commerciale de 2017 à 2021.....	16
Tableau n° 4 : Evolution des exportations de biens de 2017 à 2021.....	17
Tableau n° 5 : Principaux groupes de produits exportés de 2017 à 2021.....	18
Tableau n° 6 : Evolution des importations de biens FOB de 2017 à 2021.....	20
Tableau n° 7 : Principaux types de produits importés de 2017 à 2021.....	22
Tableau n° 8 : Evolution de la balance des services de 2017 à 2021.....	23
Tableau n° 9 : Exportations de services de 2017 à 2021.....	24
Tableau n° 10 : Importations de services de 2017 à 2021.....	25
Tableau n° 11 : Evolution du compte de revenu primaire de 2017 à 2021.....	25
Tableau n° 12 : Evolution du compte de revenu secondaire de 2017 à 2021.....	26
Tableau n° 13 : Evolution du compte de capital de 2017 à 2021.....	27
Tableau n° 14 : Evolution du compte financier (optique BCEAO) de 2017 à 2021.....	28
Tableau n° 15 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale de 2017 à 2021.....	32
Tableau n° 16 : Evolution des avoirs et engagements des banques de 2017 à 2021.....	32
Tableau n° 17 : Variation des actifs extérieurs nets des Institutions monétaires de 2017 à 2021.....	32

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Principaux produits exportés en 2021.....	19
Graphique 2 : Evolution des flux nets d'IDE de 2000 à 2021.....	28
Graphique 3 : Répartition par composante des IDE entrants en 2021.....	29
Graphique 4 : Variation des actifs extérieurs nets de 2007 à 2021.....	31

SIGLES ET ABBREVIATIONS

BCE	Banque Centrale Européenne
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BEAC	Banque Centrale des Etats de l'Afrique Centrale
BoE	Banque d'Angleterre
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAF	Coût Assurance Fret
CBN	Banque Centrale du Nigeria
CCC	Conseil Café-Cacao
DGD	Direction Générale des Douanes
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
DUS	Droit Unique de Sortie
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FED	Réserve Fédérale Américaine
FMI	Fonds Monétaire International
FOB	Free On Board
FTSE 100	Financial Times Stock Exchange Index 100
IDE	Investissements Directs Etrangers
MBP6	Sixième Edition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale du FMI
PBoC	Banque Populaire de Chine
PEG	Position Extérieure Globale
PIB	Produit Intérieur Brut
PND	Plan National de Développement
PRS	Plan de Riposte Sanitaire
PSESH	Plan de Soutien Economique, Social et Humanitaire
PURGA	Programme d'Urgence Agricole
R.B.	Réinvestissements des Bénéfices
RBI	Banque Centrale de l'Inde
SCN 2008	Système de Comptabilité Nationale 2008
TIAO	Taux d'Intérêts des Appels d'Offres
TLTRO	Opérations ciblées de refinancement à long terme
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

AVANT-PROPOS

La balance des paiements est un état statistique qui retrace, sous forme comptable, l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents d'une économie et les non-résidents, au cours d'une période déterminée. Elle est présentée suivant les règles de la comptabilité en partie double.

La balance des paiements nationale permet d'évaluer l'insertion de l'économie dans son environnement extérieur, d'identifier l'apparition de déséquilibres et de comprendre comment ces déséquilibres sont financés par le reste du monde. Elle constitue, en outre, un élément essentiel des statistiques nationales. Plusieurs éléments qui en sont tirés contribuent à l'élaboration des agrégats nationaux (exportations et importations dans le produit intérieur brut, par exemple).

En général, les comptes de la balance des paiements sont établis en monnaie locale et conformément aux recommandations du Manuel de la Balance des Paiements du Fonds Monétaire International (FMI).

Ce Manuel, dont la première édition date de 1948, a été amélioré successivement en 1950, en 1961, en 1977, en 1993 et en 2008. Chaque édition répond à l'évolution économique et financière, aux changements dans les intérêts des analystes et à l'accumulation d'expériences des statisticiens.

Ainsi, les comptes présentés ci-après ont été établis selon les principes de la 6^{ème} édition (MBP6), entrée en vigueur dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) au cours de l'année 2012.

Ce nouveau Manuel, qui apporte davantage de clarifications à certains concepts, procède également au retraitement et à la reclassification de certaines opérations. Il met aussi l'accent sur l'élaboration et l'analyse de la Position Extérieure Globale (PEG), en raison du rôle prépondérant de l'analyse bilancielle dans l'appréciation de la vulnérabilité économique des Etats.

La prise en compte, par la BCEAO, de ces changements a engendré une révision globale de son dispositif d'élaboration des comptes extérieurs depuis l'année 2012, afin d'une part, de maintenir leur conformité aux normes internationales et, d'autre part, de corriger les insuffisances du dispositif précédent qui a été utilisé sur la période 1996-2011.

Ainsi, les supports de collecte des données ont-ils été entièrement révisés, de même que les applications informatiques dédiées au traitement des informations. En outre, les données des années antérieures ont été retranscrites dans le but d'assurer la cohérence des séries.

Outre les changements introduits par le MBP6, la refonte du dispositif a consisté également en la prise en compte des données de certaines institutions sous-régionales qui étaient ignorées auparavant, en la répartition des données par branche d'activité et en la modification de la structure géographique des transactions. Cette dernière porte sur le remplacement de la France par la Zone Euro, pour tenir compte du changement de la Zone d'ancrage du FCFA depuis l'avènement de l'euro en 1999.

En tenant compte de toutes les modifications qui ont été introduites par le MBP6, dans le but de rapprocher les comptes extérieurs du compte "reste du monde" du Système de Comptabilité Nationale 2008 (SCN 2008), les composantes de la balance des paiements sont réparties en trois grandes catégories, comme présentées ci-après.

I- Composantes de la balance des paiements

I.1 Le compte des transactions courantes

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, de services et de revenus primaire et secondaire entre les entités résidentes d'une économie et celles qui sont non-résidentes. Le revenu primaire représente le gain qui revient aux unités institutionnelles résidentes en contrepartie de leur contribution à la production ou de la fourniture d'actifs financiers et de la location de ressources naturelles à d'autres unités institutionnelles non-résidentes. Les revenus secondaires recouvrent essentiellement les transferts courants entre résidents et non-résidents.

I.2 Le compte de capital

Il regroupe les transferts de capital qui comprennent les remises de dettes, les dons en biens d'équipement ou destinés à en acheter ainsi que les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits (achats de brevets, licences, achats d'immeubles par les ambassades).

La somme des comptes des transactions courantes et de capital représente la capacité ou le besoin de financement de l'économie. Elle est théoriquement égale au compte financier.

I.3 Le compte financier

Le compte financier fait apparaître les acquisitions et les cessions nettes d'actifs et de passifs financiers. Les éléments du compte financier sont regroupés selon les catégories fonctionnelles ci-après :

- **les investissements directs**, qui sont effectués par une entité appelée investisseur direct, lequel vise un intérêt durable, notamment la rentabilité ou le développement futur de l'entreprise qui reçoit l'investissement et détient, dans cette optique, au moins 10% des actions ou des droits de vote ;
- **les investissements de portefeuille**, qui regroupent tous les investissements internationaux réalisés sous forme d'acquisition de titres de participation ou de titres de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les avoirs de réserves ;
- **les dérivés financiers**, qui sont des instruments financiers dont la valeur change en fonction de l'évolution du prix d'un autre actif appelé "support" ou "primitif" ou "sous-jacent" ;
- **les autres investissements**, qui sont une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classés dans les investissements de portefeuille et les réserves. Les principaux éléments inclus dans les autres investissements sont notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, l'utilisation des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc. ;
- **les avoirs de réserves**, qui sont des avoirs extérieurs à disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires. Ils permettent de financer directement les déséquilibres des paiements, de réguler indirectement l'ampleur de ces déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes pour influencer sur le cours de la monnaie nationale et parer à d'autres besoins.

Les comptes de la balance des paiements sont complétés par la position extérieure globale.

II– La position extérieure globale

La Position Extérieure Globale (PEG) est un état statistique qui retrace, à un moment donné, la valeur et la composition des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. La position extérieure fournit ainsi des indications sur le montant et la structure du patrimoine financier des résidents en actifs étrangers et des non-résidents en actifs locaux. Les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques. La sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements (MBP6) distingue, au niveau des statistiques de la PEG, un compte des autres changements des actifs et passifs financiers ou « Autres flux ». Ce compte retrace les changements de volume liés à des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment des changements de volume des avoirs, des changements de volume des engagements, des réévaluations (gains et pertes de détention) ou des reclassifications.

Les principales étapes d'élaboration de ces deux états sont retracées ci-après.

III – Principales étapes d'élaboration de la balance des paiements

Les comptes extérieurs sont élaborés en suivant les quatre principales étapes décrites ci-après.

Etape 1 : la collecte des données

Pour l'élaboration des comptes extérieurs, les informations sont collectées auprès des agents économiques, à travers un formulaire administré par messagerie électronique et par le biais d'agents enquêteurs recrutés avec le concours du Ministère de l'Economie et des Finances. Pour ce faire, il a été établi une typologie de l'activité des agents économiques, afin de concevoir des questionnaires adaptés aux uns et aux autres et de couvrir l'ensemble des transactions internationales des différents agents économiques. Cette collecte d'informations auprès des entreprises est complétée par des statistiques recueillies auprès d'autres sources, notamment les données du commerce extérieur, communiquées par la Direction Générale des Douanes, et les tableaux de dépouillement fournis par certains organismes et départements ministériels.

Etape 2 : le traitement des données

Les informations reçues des déclarants sont contrôlées (pour vérifier la vraisemblance et la cohérence d'ensemble) et saisies dans une application qui en assure le traitement. Des rapprochements sont, ensuite, effectués avec d'autres sources. En particulier, les statistiques du commerce extérieur sont confrontées à celles sur les grands produits détenues par les organismes qui les commercialisent.

Etape 3 : l'enregistrement des données

A l'issue de ces traitements, les informations sont enregistrées de façon automatique par l'application informatique. En principe, du fait de l'équilibre comptable de la balance des paiements, le solde global des comptes devrait être nul. Dans les faits, il est constaté une différence, qui fait l'objet d'un poste « Erreurs et Omissions ». C'est un poste d'ajustement dont l'existence tient au fait que, contrairement à l'exigence d'un véritable système de comptabilisation en partie double, les enregistrements dans la balance des paiements ne sont pas inscrits simultanément à l'occasion de chaque transaction, mais résultent de déclarations ou d'enquêtes provenant de sources différentes. Ces « Erreurs et Omissions » traduisent donc des écarts statistiques issus d'incertitudes dans le taux de couverture de certaines collectes, de décalage de périodes et de différences de méthodes.

Etape 4 : Analyse de la balance des paiements

La balance des paiements étant un outil d'aide à la décision, il convient, après son élaboration, d'en expliquer les principaux soldes, à partir des transactions ou catégories de transactions effectuées avec l'étranger. Les faits économiques et politiques intervenus au cours de la période sous revue, et qui ont pu influencer directement ou indirectement ces soldes, doivent également être mis en lumière. Par ailleurs, un rapprochement avec les soldes obtenus les années précédentes est effectué, afin d'examiner la dynamique de la situation économique du pays ainsi que l'efficacité des politiques adoptées.

Les valeurs du rapport sont en francs CFA, sauf indications contraires.

RESUME

L'activité économique a repris globalement au niveau mondial, après avoir enregistré une récession en 2020 engendrée par l'impact, sur les secteurs d'activité, de la pandémie de la covid-19. Le taux de croissance est ainsi ressorti à 6,0%, après -3,1% en 2020. Cette embellie a entraîné la hausse des prix de la plupart des biens exportés par le pays, dont ceux de l'agriculture d'exportation, ainsi que ceux des produits importés.

Dans les Etats membres de l'UEMOA, le taux de croissance du PIB s'est établi en hausse, en ressortant à 6,1% en 2021, après 1,8% en 2020.

De même, l'activité économique nationale s'est consolidée, en affichant un taux de croissance de 7,4%, après celui de 2,0% en 2020.

Dans ce contexte, la balance des paiements a enregistré, en 2021, un solde global excédentaire de 1.095,6 milliards, après le niveau positif de 607,0 milliards un an plus tôt.

Toutefois, la balance des transactions courantes a enregistré un déficit de 1.593,8 milliards, représentant -4,1% du PIB, après celui de 1.136,4 milliards (-3,2% du PIB) en 2020, en relation avec, d'une part, la diminution de l'excédent structurel de la balance commerciale des biens et, d'autre part, l'augmentation des déficits des services et des revenus.

En effet, le solde excédentaire de la balance des biens a baissé de 1,4%, en lien avec l'augmentation, en valeur, des exportations (+18,1%) moins importante que celle des importations (+24,2%). Les exportations de biens sont ressorties à 8.495,6 milliards, après 7.194,8 milliards un an plus tôt, grâce à la progression, en valeur, des ventes de l'huile de palme (+59,5%), des fibres de coton (+43,1%), des produits transformés du pétrole (+38,5%), du caoutchouc (+42,7%), du pétrole brut (+23,4%), des fèves de cacao (+14,1%), de la noix de cajou (+6,7%) et du cacao transformé (+5,5%). Quant aux importations, leur accroissement, de 5.478,3 milliards à 6.802,4 milliards, est dû à la hausse des achats de produits alimentaires (+35,6%), des biens intermédiaires (+33,6%), des autres biens de consommation (+31,2%), des biens d'équipement (+26,0%) et des produits énergétiques (+12,7%).

S'agissant des services, leur déficit s'est amplifié de 20,4% en 2021 par rapport à 2020, en relation principalement avec la hausse, de 34,6%, des paiements nets des transports de marchandises importées consécutivement à l'intensification des achats de biens à l'étranger et au renchérissement du fret.

De même, le déficit du revenu primaire s'est aggravé de 16,7%, en passant de 1.062,8 milliards en 2020 à 1.240,7 milliards en 2021, du fait principalement de l'augmentation des revenus d'investissements au profit de l'étranger.

Par contre, le déficit du revenu secondaire s'est réduit de 6,8% par rapport à 2020, en raison de l'augmentation des transferts personnels reçus par l'économie plus importante que ceux émis par les résidents à destination de l'étranger.

Pour ce qui est du solde positif du compte de capital, il s'est replié de 8,8%, du fait de la baisse des dons projets reçus par l'Administration publique au cours de l'année 2021.

Au niveau du compte financier, les transactions se sont caractérisées par une entrée nette des capitaux étrangers plus importante que celle de l'année 2020. Cette évolution provient notamment de la progression des montants reçus au titre des investissements directs étrangers (+49,9%) et des investissements de portefeuille (+41,3%).

Tableau n° 1 : Balance des paiements 2021 de la Côte d'Ivoire (optique BCEAO)

(En milliards de FCFA)

Postes	Crédit /Acquisition nette d'actifs financiers	Débit / Accroissement net des passifs	Solde
Compte des transactions courantes	9 590,2	11 184,0	-1 593,8
Biens et services	9 000,3	8 978,3	22,0
Biens	8 495,6	6 802,4	1 693,1
Marchandises générales	7 541,0	6 802,4	738,5
Dont : Réexportations	19,6	0,0	19,6
Exportations nettes dans le cadre du négoce	4,9	0,0	4,9
Or non monétaire	949,7	0,0	949,7
Services	504,7	2 175,9	-1 671,1
Transport	207,0	1 309,4	-1 102,4
Dont : Fret	64,7	1 216,2	-1 151,5
Voyage	140,7	146,9	-6,2
Autres services	157,1	719,6	-562,5
Revenus primaires	301,1	1 541,8	-1 240,7
Revenus des salariés	79,4	44,5	34,8
Revenus des investissements	202,8	1 496,3	-1 293,4
Autres revenus primaires	18,9	1,0	17,9
Revenus secondaires	288,8	663,9	-375,1
Administrations publiques	92,3	81,8	10,5
Aides budgétaires	92,3	81,8	10,5
Autres secteurs	196,4	582,1	-385,7
Dont : Envois de fonds des travailleurs	164,7	516,4	-351,7
Compte de capital	92,5	0,9	91,6
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	0,9	-0,9
Transfert en capital	92,5	0,0	92,5
Administrations publiques	92,3	0,0	92,3
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,2	0,0	0,2
Compte financier	242,4	2 837,9	-2 595,4
Investissements directs	158,2	772,1	-614,0
Investissements de portefeuille	25,2	776,6	-751,5
Dérivés financiers	0,8	0,0	0,8
Autres investissements	58,3	1 289,1	-1 230,7
Administration publique	17,6	912,9	-895,2
Autres secteurs	40,7	376,2	-335,5
Erreurs et omissions nettes			2,4
Solde global	1 806,4	710,8	1 095,6
Avoirs et engagements extérieurs	-1 806,4	-710,8	-1 095,6
Banque centrale	-1 170,2	-586,1	-584,1
Autres institutions de dépôts	-636,2	-124,7	-511,5

Source : BCEAO

INTRODUCTION

L'année 2021 a été marquée par une reprise de l'activité économique mondiale, après la récession induite en 2020 par la crise de la covid-19. En effet, selon les estimations publiées, en octobre 2022, par le Fonds Monétaire International (FMI), l'économie mondiale a enregistré une croissance de 6,0% en 2021, après la contraction de 3,1% en 2020. Ce regain de vitalité est engendré par le rebond de la demande consécutif à l'assouplissement des restrictions sanitaires, à l'ampleur des mesures de soutien à l'économie et au déploiement des vaccins anti-covid-19.

Le dynamisme de l'activité économique en 2021 a été observé dans toutes les régions du monde. Ainsi, dans les pays industrialisés, l'activité économique a connu une progression de 5,2%, après son recul de 4,5% en 2020. En particulier, le taux de croissance économique aux Etats-Unis est ressorti à +5,7%, après -3,4% en 2020, grâce notamment à l'exécution du plan de relance budgétaire 2021-2022 de l'administration américaine et à l'accélération des campagnes de vaccination qui ont permis la levée des mesures anti-propagation de la covid-19. De même, en Zone euro, le taux de progression de l'activité économique est passé de -6,3% en 2020 à +5,2% en 2021, en lien avec les dons et les prêts au titre de l'instrument « Next Generation » de l'Union européenne pour la relance. Quant au Royaume-Uni, son activité économique s'est améliorée, avec un taux de croissance qui est passé de -9,8% en 2020 à +7,4% en 2021. Au Japon, le taux de croissance du PIB s'est situé à +1,7% en 2021, contre -4,6% en 2020.

Concernant les pays émergents et en développement, l'activité économique a enregistré un taux de progression de +6,6% en 2021, contre -2,1% en 2020. L'économie chinoise s'est accrue de 8,1% en 2021, après 2,3% en 2020. Quant à celle de l'Inde, elle a enregistré un taux de croissance de +8,7% en 2021, contre -7,3% en 2020. Au Brésil, le taux de croissance est ressorti à +4,6% en 2021, après -4,1% en 2020. En Russie, il s'est situé à +4,7%, suite à -3,0% en 2020.

S'agissant de l'Afrique subsaharienne, le taux de progression de l'activité économique en 2021 est ressorti à +4,7% en 2021, après -1,7% en 2020. Au Nigeria, il est passé de -1,8% en 2020 à +3,6% en 2021, en raison de la hausse des cours du pétrole brut. En Afrique du Sud, l'activité économique a progressé de 4,9% en 2021, après sa contraction de 6,4% en 2020.

La reprise vigoureuse de l'économie à l'échelle mondiale s'est accompagnée d'une accélération de l'inflation au cours de l'année 2021. Cette évolution s'explique par de nombreux facteurs, notamment l'inadéquation de l'offre à la forte demande exprimée pour plusieurs produits après la période marquée par les restrictions sanitaires en 2020 ainsi que la hausse des prix de l'énergie du fait du renforcement de l'activité économique. De façon spécifique, le taux d'inflation, dans les pays industrialisés, s'est établi à +3,3% en 2021, contre +0,7% en 2020, se situant ainsi au-dessus des objectifs fixés par la plupart des banques centrales. Au niveau des pays émergents et en développement, le taux d'inflation, ressorti à +3,6% en 2020, s'est situé à +5,5% en 2021. En Afrique subsaharienne, en 2021, la hausse des prix est ressortie à 10,7% en moyenne annuelle.

Au plan de la politique monétaire, à l'exception de la Banque d'Angleterre, les banques centrales des principaux pays industrialisés ont maintenu inchangée leur politique monétaire en 2021, afin de soutenir l'activité économique affectée par le choc sanitaire de la covid-19 en 2020. Par contre, les principales banques centrales des pays émergents ont modifié l'orientation de leur politique monétaire, sauf l'Inde, dont la Banque Centrale (RBI) a maintenu son principal taux directeur à 4,00%. De même, les banques centrales des pays en développement qui sont partenaires commerciaux de l'UEMOA, ont toutes revu à la hausse leurs taux directeurs au cours de l'année 2021, hormis le Nigeria.

Sur les marchés des changes, la monnaie européenne s'est appréciée face aux autres principales devises en 2021, notamment le yen japonais (+6,6%), le dollar (+3,7%) et le franc suisse (+1,6%). La devise européenne s'est, toutefois, dépréciée par rapport au yuan (-3,0%) et à la livre sterling (-3,3%). Le franc CFA, du fait de son ancrage nominal à l'euro, a connu une évolution similaire par rapport à ces monnaies.

Conjoncture économique et financière régionale

L'activité économique dans les pays de l'UEMOA a également bénéficié de la mise en œuvre d'importants programmes de relance économique, de la poursuite des chantiers précédemment suspendus du fait de la pandémie et du maintien, par la Banque Centrale, de l'orientation accommodante de sa politique monétaire, afin de permettre aux établissements de crédit de mieux répondre aux besoins de financement des agents économiques.

Le Produit Intérieur Brut (PIB) de l'Union a progressé, en termes réels, de 6,1% en 2021, après 1,8% en 2020. La croissance économique a été portée principalement par le secteur tertiaire, avec une contribution de 4,8 points de pourcentage, à travers notamment la reprise des activités de transport, d'hôtellerie et de restauration. Les secteurs primaire et secondaire ont contribué respectivement de 0,1 et 1,2 points de pourcentage.

Le taux d'inflation, en moyenne annuelle, est ressorti à +3,6% en 2021 contre une réalisation de +2,1% en 2019. Cette évolution s'explique principalement par une remontée des prix internationaux des produits alimentaires, en lien avec la flambée du fret, concomitamment à une baisse de la production de céréales et les difficultés d'approvisionnement des marchés locaux.

Pour ce qui est de la politique monétaire dans l'Union, au cours de l'année 2021, la Banque Centrale a maintenu, à l'instar de la majorité des banques centrales, ses taux directeurs inchangés (taux minimum de soumission aux adjudications et le taux du guichet de prêt marginal ont été réduits respectivement à 2,00% et 4,00%). Cette mesure s'est accompagnée de la fourniture de liquidités aux banques à travers des adjudications dont le but est de satisfaire tous les besoins exprimés.

Les cours mondiaux de la quasi-totalité des principales matières premières exportées par l'Union ont enregistré des évolutions haussières sur une base annuelle. Il s'agit du gaz (+131,2%), du pétrole (+66,3%), des huiles végétales (+61,4%), du coton (+45,0%), du caoutchouc (+37,1%), du zinc (+32,5%), du café (+29,0%), de l'uranium (+8,1%), du bois grume (+8,1%), du cacao (+4,2%) et des engrais dont le phosphate (+65,8%). La noix de cajou, quant à elle, a vu son prix se contracter de 0,8% par rapport à 2020.

Conjoncture économique et financière nationale

En 2021, l'activité économique de la Côte d'Ivoire a profité (i) du redressement de l'économie mondiale qui a entraîné une hausse de la demande des matières premières et, partant, de leurs cours, (ii) de la poursuite de la mise en œuvre du Plan de Soutien Economique, Social et Humanitaire (PSESH) qui vise à réduire l'impact économique de la covid-19, (iii) de l'exécution continue du Plan de riposte sanitaire avec notamment la vulgarisation de la vaccination contre la covid-19, (iv) de l'allègement des mesures de lutte contre la covid-19, (v) du maintien de l'orientation accommodante de la politique monétaire, (vi) de la vigueur de la consommation des ménages, et (vii) de l'amélioration du climat des affaires. Ces mesures ont contribué à un taux de croissance du PIB de +7,4%, après +2,0% en 2020.

Le secteur primaire a connu une croissance de 2,3% en 2021, après celle de 2,2% en 2020. Il a bénéficié de la prorogation, par l'Etat, du Programme d'Urgence Agricole (PURGA) visant à contenir les effets de la covid-19 sur la production agricole.

Pour ce qui est du secteur secondaire, l'activité a progressé de 4,4% en 2021, contre +1,9% en 2020, du fait principalement du dynamisme de la production industrielle (+7,6%), du BTP (+4,1%), des industries extractives (+3,9%) et de la production nette d'électricité (+2,0%).

Le secteur tertiaire, quant à lui, a bénéficié de l'allègement des mesures restrictives visant à freiner la propagation de la covid-19. Il a ainsi enregistré une croissance, de 10,5% en 2021, contre 0,7% en 2020, portée par l'ensemble de ses composantes, à savoir : le commerce (+11,4%), la télécommunication (+6,7%), le transport aérien (+76,2%), le transport ferroviaire (+1,1%) et le transport maritime (+14,4%).

Au niveau de la demande, la consommation finale a été plus vigoureuse de 8,6%, sous l'effet d'une reprise de la consommation des ménages de 8,3%, après le repli de 2,8% en 2020. De même, le rythme de progression des investissements privés s'est accéléré pour se situer à +14,5%, contre +2,5 en 2020. En outre, le taux d'investissement global est ressorti à 23,4% du PIB, en amélioration par rapport au 22,4% enregistré l'année précédente.

S'agissant de l'inflation, l'évolution des prix à la consommation s'est établie à +5,6%, après +2,4% en 2020. Elle est due principalement aux chocs sur l'offre de produits alimentaires, en raison notamment de conditions climatiques défavorables, alors que la demande locale est demeurée vigoureuse.

Au titre des finances publiques, la situation est marquée par des ressources et des dépenses en augmentation. En effet, les recettes et dons sont passés de 5.289,2 milliards en 2020 à 6.140,2 milliards, soit +16,1%, en lien avec les efforts de mobilisations des recettes fiscales (5.096,0 milliards en 2021) et des recettes non fiscales (859,6 milliards en 2021). Cependant, les dons ont été moins importants que prévus, avec 184,6 milliards octroyés, sur 212,2 milliards de dons attendus. Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils sont également en augmentation (en passant de 7.255,1 milliards en 2020 à 8.102,0 milliards en 2021), en raison du relèvement des dépenses de fonctionnement de l'Etat, de 8,3%, pour atténuer l'impact de la pandémie de la covid-19, ainsi que de la hausse de 13,4% par rapport à 2020, des investissements. Dans ce contexte, le déficit budgétaire est ressorti à 5,0% du PIB, après 5,6% en 2020.

Concernant les agrégats monétaires, les actifs extérieurs nets se sont consolidés de 1.066,6 milliards en 2021. Les créances intérieures se sont inscrites également en hausse de +1.721,4 milliards, en passant de 12.040,4 milliards à fin décembre 2020 à 13.761,8 milliards à fin décembre 2021. Cette augmentation est imputable aussi bien à la hausse des encours des créances nettes sur l'Administration centrale (+705,8 milliards ; +18,1%) que des encours des créances sur l'économie (+1.015,5 milliards ; +12,5%). La masse monétaire s'est ainsi accrue de 2.392,7 milliards, soit 18,7%.

I – COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Les transactions courantes ont enregistré un déficit de 1.593,8 milliards en 2021 (-4,1% du PIB), après celui de 1.136,4 milliards (-3,2% du PIB) en 2020. Le creusement de ce déficit par rapport à 2020 est imputable, d'une part, à la baisse de l'excédent de la balance des biens et, d'autre part, à l'aggravation des déficits des services et des revenus.

Tableau n° 2 : Evolution du compte des transactions courantes de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Biens et services	584,7	-54,8	533,2	329,0	22,0
Biens	1 959,3	1 223,5	1 846,4	1 716,5	1 693,1
Services	-1 374,6	-1 278,3	-1 313,2	-1 387,5	-1 671,1
Revenu primaire	-893,7	-904,9	-985,8	-1 062,8	-1 240,7
Revenu secondaire	-300,1	-309,3	-337,8	-402,6	-375,1
Solde du compte courant	-609,2	-1 268,9	-790,3	-1 136,4	-1 593,8
Solde du compte courant (hors dons)	-756,8	-1 427,6	-957,8	-1 228,3	-1 686,1
PIB Nominal	29 955,0	32 222,3	34 298,9	35 311,4	39 190,4
Solde courant (en pourcentage du PIB)	-2,0%	-3,9%	-2,3%	-3,2%	-4,1%

Source : BCEAO

I.1- Balance des biens

La balance des biens est ressortie excédentaire de 1.693,1 milliards en 2021, après un solde de 1.716,5 milliards en 2020, soit un repli de 1,4%. Ce retrait est dû principalement à la hausse des importations (+24,2%) en 2021, par rapport à 2020, plus importante que celle des exportations (+18,1%).

Tableau n° 3 : Evolution de la balance commerciale de 2017 à 2021

(en milliards de FCFA, sauf indications contraires)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Exportations de biens, base balance des paiements	6 899,6	6 619,6	7 399,2	7 194,8	8 495,6
dont cacao	2 904,6	2 532,3	2 899,7	2 971,5	3 314,1
<i>part (en %)</i>	<i>42,1%</i>	<i>38,3%</i>	<i>39,2%</i>	<i>41,3%</i>	<i>39,0%</i>
dont produits pétroliers	805,7	951,6	1 201,7	671,6	891,4
<i>part (en %)</i>	<i>11,7%</i>	<i>14,4%</i>	<i>16,2%</i>	<i>9,3%</i>	<i>10,5%</i>
Importations de biens, base balance des paiements	4 940,3	4 940,3	5 552,8	5 478,3	6 802,4
dont produits pétroliers	925,2	1 317,9	1 315,3	1 184,8	1 335,5
<i>part (en %)</i>	<i>18,7%</i>	<i>26,7%</i>	<i>23,7%</i>	<i>21,6%</i>	<i>19,6%</i>
dont riz	327,2	383,2	353,3	316,3	405,1
<i>part (en %)</i>	<i>6,6%</i>	<i>7,8%</i>	<i>6,4%</i>	<i>5,8%</i>	<i>6,0%</i>
Balance commerciale de biens	1 959,3	1 223,5	1 846,4	1 716,5	1 693,1
Taux de couverture des importations de biens par les exportations de biens en %	139,7%	122,7%	133,3%	131,3%	124,9%
Degré d'ouverture commerciale (en %)	19,8%	18,6%	18,9%	17,9%	19,5%

Sources : DGD, BCEAO

I.1.1- Exportations de biens

I.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens

En 2021, les exportations de biens (base balance des paiements) sont ressorties à 8.495,6 milliards, après 7.194,8 milliards un an plus tôt, soit une hausse de 18,1%. Cette évolution est due à la progression, en valeur, des ventes de l'huile de palme (+59,5%), des fibres de coton (+43,1%), des produits transformés du pétrole (+38,5%), du caoutchouc (+42,8%), du pétrole brut (+23,4%), des fèves de cacao (+14,1%), de la noix de cajou (+6,7%) et du cacao transformé (+5,5%). Elle est consécutive à la hausse des quantités et des prix de la plupart de ces biens. Toutefois, les quantités de pétrole brut ont baissé et les cours de la noix de cajou ont fléchi par rapport à 2020.

Tableau n° 4 : Evolution des exportations de biens de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Marchandises générales	6 408,9	6 157,3	6 763,8	6 352,5	7 541,0
Dont réexportations	8,5	11,0	16,6	17,0	19,6
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	0,8	4,8	4,1	0,1	4,9
Or non monétaire	489,9	457,5	631,3	842,2	949,7
Total exportations de biens	6 899,6	6 619,6	7 399,2	7 194,8	8 495,6

Sources : DGD, BCEAO

I.1.1.2- Composition des exportations de biens

En 2021, selon les statistiques douanières relatives au commerce général, les exportations se composent de produits primaires à hauteur de 67,0% et de produits transformés à concurrence de 33,0%, contre respectivement 67,1% et 32,9% en 2020.

Les produits primaires sont dominés par ceux issus de l'agriculture industrielle et d'exportation (75,2% en 2021, contre 74,3% en 2020) et les produits miniers (24,1% en 2021, après 24,9% en 2020).

Au niveau des produits transformés, ceux de la première transformation sont prépondérants. Ils ont constitué 56,8% des ventes des produits transformés en 2021, contre 58,2% en 2020. Les produits manufacturés, quant à eux, ont représenté 37,5% des produits transformés en 2021, après avoir atteint 34,7% en 2020.

Tableau n° 5 : Principaux groupes de produits exportés de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA, sauf indications contraires)

Types de produits	2017	2018	2019	2020	2021
Produits primaires	4 401,3	4 148,9	4 844,8	4 792,5	5 598,8
part dans les exportations douanières (en %)	64,0%	63,3%	65,9%	67,1%	67,0%
Agriculture, Élevage, Pêche	38,8	35,3	41,2	40,6	42,1
part dans les exportations douanières (en %)	0,6%	0,5%	0,6%	0,6%	0,5%
part dans les produits primaires (en %)	0,9%	0,9%	0,9%	0,8%	0,8%
Agriculture Industrielle et d'Exportation	3 476,5	3 210,3	3 542,9	3 558,7	4 209,2
part dans les exportations douanières (en %)	50,6%	49,0%	48,2%	49,8%	50,4%
part dans les produits primaires (en %)	79,0%	77,4%	73,1%	74,3%	75,2%
Produits miniers	885,9	903,2	1 260,7	1 193,2	1 347,5
part dans les exportations douanières (en %)	12,9%	13,8%	17,2%	16,7%	16,1%
part dans les produits primaires (en %)	20,1%	21,8%	26,0%	24,9%	24,1%
Produits transformés	2 471,6	2 403,7	2 502,2	2 348,1	2 752,9
part dans les exportations douanières (en %)	36,0%	36,7%	34,1%	32,9%	33,0%
Produits de la première transformation	1 320,3	1 226,7	1 261,6	1 367,2	1 563,7
part dans les exportations douanières (en %)	19,2%	18,7%	17,2%	19,1%	18,7%
part dans les produits transformés (en %)	53,4%	51,0%	50,4%	58,2%	56,8%
Conserves et Préparations Alimentaires	197,6	177,6	155,7	166,5	157,5
part dans les exportations douanières (en %)	2,9%	2,7%	2,1%	2,3%	1,9%
part dans les produits transformés (en %)	8,0%	7,4%	6,2%	7,1%	5,7%
Produits manufacturés	953,7	999,5	1 085,0	814,4	1 031,7
part dans les exportations douanières (en %)	13,9%	15,3%	14,8%	11,4%	12,4%
part dans les produits transformés (en %)	38,6%	41,6%	43,4%	34,7%	37,5%
Total exportations commerce général Douanes	6 872,9	6 552,6	7 347,0	7 140,7	8 351,7

Sources : DGD, BCEAO

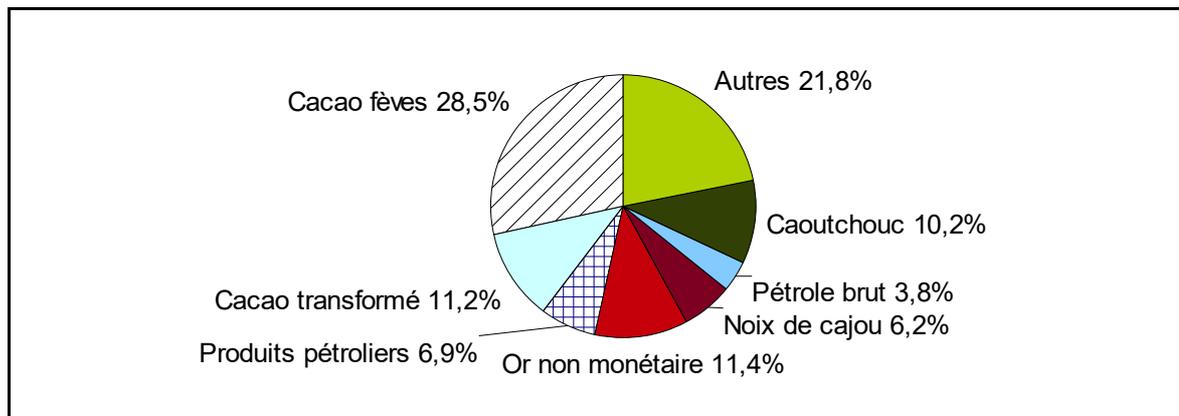
La répartition des exportations par produit révèle la prépondérance de sept (7) produits en 2021. Il s'agit des fèves de cacao (28,5%), de l'or non monétaire (11,4%), du cacao transformé (11,2%), du caoutchouc (10,2%), des produits raffinés du pétrole (6,9%), de la noix de cajou (6,2%) et du pétrole brut (3,8%). Ils représentent 78,2% des recettes d'exportation en 2021, contre 77,5% l'année d'avant. Leurs différentes évolutions sont retracées ci-après :

- les exportations de fèves de cacao se sont établies à 2.379,5 milliards en 2021, contre 2.085,5 milliards en 2020, soit une hausse de 294,0 milliards (+14,1%). Elles ont profité de l'augmentation des quantités vendues de +8,3%, en lien avec l'amélioration de la production de 2,6% consécutive à une bonne répartition des pluies ainsi que du report de stock d'une partie de la production de l'année 2020 en 2021, à cause des difficultés d'application du Différentiel de Revenu Décet (DRD) en fin d'année 2020. De plus, la progression de la valeur des ventes de cette matière première est due également à l'accroissement des prix au niveau international dont a profité les exportateurs ;
- s'agissant des exportations de cacao transformé, elles sont ressorties à 934,6 milliards, après 886,0 milliards, soit une progression de 48,6 milliards (+5,5%), en lien avec l'augmentation des quantités de 4,1% et du prix de 1,3%. Cette branche sectorielle a été confrontée, à l'instar de plusieurs industries du pays, au rationnement de l'électricité du mois d'avril au mois de juin 2021, qui a perturbé les activités de broyages de fèves des usines locales ;
- concernant l'or non monétaire, les ventes extérieures sont estimées à 949,7, après 842,2 milliards en 2020, soit un accroissement de 107,5 milliards (+12,8%), en relation principalement avec la hausse de la production nationale de 8,7%. L'extraction aurifère a bénéficié de la mise en service de la mine d'or de Yaouré depuis janvier 2021 et de

l'exécution du Programme National de Rationalisation de l'Orpaillage (PNRO) initié en 2013 ;

- quant au caoutchouc, ses ventes à l'étranger ressortent à 853,6 milliards en 2021, après 598,0 milliards en 2020, soit une plus-value de 255,6 milliards (+42,7%), consécutive à l'accroissement des quantités vendues de 11,0% et du prix de 28,6% ;
- concernant la noix de cajou, les exportations sont évaluées à 520,4 milliards, après 487,7 milliards, soit une augmentation de 32,7 milliards (+6,7%). Cette matière première profite principalement de l'excellente production en 2021 par rapport à 2020. Ainsi, les quantités de noix de cajou exportées ont augmenté de 22,9% par rapport à 2020 ;
- pour ce qui est des produits raffinés du pétrole, leurs exportations se sont établies à 575,0 milliards, après 415,2 milliards en 2020, soit une progression de 159,8 milliards (+38,5%), en lien principalement avec l'envolée des cours internationaux du baril de pétrole. En effet, les quantités exportées de ce produit se sont accrues de 2,9% par rapport à 2020 et le prix à l'exportation de ce produit a augmenté de 34,5% ;
- au niveau du pétrole brut, les exportations sont passées à 316,4 milliards en 2021, contre 256,4 milliards en 2020, soit un accroissement de 23,4%, grâce à la hausse du cours international du baril de pétrole. Elles ont connu une baisse des quantités vendues de 18,5%, en lien avec le repli de la production de 17,6% du fait, notamment, de la déplétion naturelle des puits sur l'ensemble des blocs.

Graphique 1 : Principaux produits exportés en 2021



Source : BCEAO

I.1.1.3- Orientation géographique des exportations de biens

L'Europe demeure le premier débouché de la Côte d'Ivoire, avec une part dans les exportations du pays de 41,9% en 2021, après 44,8% en 2020. Elle est suivie par l'Asie, dont la part est de 21,8% en 2021, après 20,8% en 2020. L'Afrique tient la troisième place, comme destination des biens vendus à l'extérieur, avec une part de 20,5% en 2021, après 22,8% en 2020. L'Amérique, quant à elle, a représenté 10,7% en 2021, contre 9,6% en 2020 et occupe la quatrième place.

En Europe, les principaux clients de l'économie ivoirienne sont les Pays-Bas (21,0% des ventes à la zone en 2021, après 22,3% en 2020), la Belgique (13,3% des ventes à l'Europe en 2021, après 11,5% en 2020), la Suisse (13,2% des ventes à la zone en 2021, après 14,5% en 2020) et la France (12,7% des ventes à la zone en 2021, après 12,2% en 2020).

En Afrique, le Mali est le premier pays consommateur des produits ivoiriens en 2021. Il reçoit 28,4% des exportations destinées au continent en 2021, après 23,2% en 2020. Il est suivi du Burkina et de l'Afrique du Sud. Ces pays représentent respectivement 20,1% et 13,7% des ventes de la Côte d'Ivoire en Afrique.

En Amérique, les envois de marchandises sont principalement destinés aux Etats-Unis (76,9% des ventes à la zone en 2021, après 69,8% en 2020) et au Canada (11,0% des ventes en 2021, contre 19,0% en 2020).

En Asie, les acheteurs les plus importants, en 2021, sont le Vietnam (28,0% des ventes vers le continent), la Malaisie (24,3% des exportations), la Chine (16,9% des expéditions) et l'Inde (10,2%).

I.1.2 - Importations de biens

I.1.2.1 - Evolution globale des importations de biens

En s'établissant à 6.802,4 milliards en 2021, après 5.478,3 milliards en 2020, les importations de biens FOB (base balance des paiements) ont enregistré une hausse de 24,2% (cf. tableau n° 6). Ce rebond, après le repli enregistré en 2020, est dû à la progression des importations de produits alimentaires (+35,6%), des biens intermédiaires (+33,6%), des autres biens de consommation (+31,2%), des biens d'équipement (+26,0%) et des produits énergétiques (+12,7%).

Tableau n° 6 : Evolution des importations de biens FOB de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA, sauf indications contraires)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Marchandises générales	4 631,5	4 940,3	5 396,2	5 552,8	6 802,4
Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Négoce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total importations (FOB) de biens	4 631,5	5 255,9	5 552,8	5 478,3	6 802,4
Importations de biens / PIB nominal (en %)	15,5%	16,3%	16,2%	15,5%	17,4%

Source : BCEAO

I.1.2.2- Composition des importations de biens

En 2021, les importations CAF (cf. tableau n° 7) étaient composées des autres biens de consommation, à hauteur de 24,3%, après 23,4% un an plus tôt, des produits alimentaires (22,2%, contre 20,7% l'année d'avant), des biens intermédiaires (18,8%, après 17,8% l'année précédente), des biens d'équipement à hauteur de 18,4%, contre 18,5% en 2020 et des produits pétroliers (17,5%, après 19,6% en 2020).

Toutes ces composantes des importations ont enregistré une hausse de leurs valeurs. Ainsi, s'agissant des acquisitions des autres biens de consommation, ils ont augmenté de 38,2%, du fait de la progression de la valeur des achats d'automobiles de 70,8%, de tabac de 37,9%, des plastiques de 23,9%, des produits pharmaceutiques de 19,9% et des produits divers des industries chimiques de 24,0%. Ces variations sont dues à l'accroissement des prix et des quantités importées pour les automobiles et les produits divers des industries chimiques. Par contre, les évolutions constatées au niveau des produits pharmaceutiques et des plastiques sont dues uniquement à leur renchérissement, tandis que celle du tabac est portée par des volumes achetés plus importants.

Concernant les produits pétroliers, leurs importations ont augmenté de 12,7%, en lien essentiellement avec la hausse des cours du baril de pétrole. Ils sont composés de produits bruts à hauteur de 57,4% et de produits finis à hauteur de 42,6%.

Quant aux biens intermédiaires, la valeur de leurs achats s'est accrue de 33,6%, en lien avec la croissance des achats d'engrais (+87,8%), de clinker (+53,0%), des produits « fer, fonte et acier » (+40,7%), des papiers et cartons (+27,7%) et des produits chimiques (+8,8%), sous les effets des prix et des quantités plus importantes par rapport à 2020.

Pour ce qui est des produits alimentaires, leurs importations ont progressé de 35,6%, par rapport à 2020, en lien notamment, avec les achats de poissons (+22,4%), de riz (+28,1%) et de blé tendre (+19,7%). Ces variations sont dues à l'augmentation des quantités et des prix, à l'exception du riz dont le cours s'est replié. Ces trois (03) produits susmentionnées constituent 57,9% du montant total des achats des biens alimentaires de la Côte d'Ivoire, en totalisant 983,4 milliards en 2021, après 791,2 milliards en 2020.

Au niveau des biens d'équipement, les acquisitions ont augmenté de 26,0%, en liaison avec l'accroissement des investissements privés et la poursuite des grands chantiers d'infrastructures publiques. Ainsi, les importations de matériels de transport routier et des machines mécaniques ont progressé respectivement de 26,4% et 60,3%.

Tableau n° 7 : Principaux types de produits importés de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA, sauf indications contraires)

Types de produits	2017	2018	2019	2020	2021
Produits alimentaires	1 136,4	1 236,0	1 230,2	1 251,1	1 696,2
part dans les importations (en %)	21,4%	20,9%	20,1%	20,7%	22,2%
Poissons	320,3	334,6	334,5	359,4	440,1
part dans les importations (en %)	6,0%	5,7%	5,5%	6,0%	5,8%
<i>part dans les produits alimentaires (en %)</i>	<i>28,2%</i>	<i>27,1%</i>	<i>27,2%</i>	<i>28,7%</i>	<i>25,9%</i>
Riz semi-blanchi	327,2	383,2	353,3	316,3	405,1
part dans les importations (en %)	6,2%	6,5%	5,8%	5,2%	5,3%
<i>part dans les produits alimentaires (en %)</i>	<i>28,8%</i>	<i>31,0%</i>	<i>28,7%</i>	<i>25,3%</i>	<i>23,9%</i>
Blé tendre	96,2	98,7	107,4	115,5	138,2
part dans les importations (en %)	1,8%	1,7%	1,8%	1,9%	1,8%
<i>part dans les produits alimentaires (en %)</i>	<i>8,5%</i>	<i>8,0%</i>	<i>8,7%</i>	<i>9,2%</i>	<i>8,1%</i>
Autres biens de consommation	1 319,7	1 312,2	1 347,7	1 413,6	1 854,0
part dans les importations (en %)	24,8%	22,2%	22,1%	23,4%	24,3%
Produits pharmaceutiques	191,8	210,8	212,1	228,0	273,3
part dans les importations (en %)	3,6%	3,6%	3,5%	3,8%	3,6%
<i>part dans les autres biens de consommation (en %)</i>	<i>14,5%</i>	<i>16,1%</i>	<i>15,7%</i>	<i>16,1%</i>	<i>14,7%</i>
Plastiques	275,9	256,1	274,8	295,4	366,2
part dans les importations (en %)	5,2%	4,3%	4,5%	4,9%	4,8%
<i>part dans les autres biens de consommation (en %)</i>	<i>20,9%</i>	<i>19,5%</i>	<i>20,4%</i>	<i>20,9%</i>	<i>19,7%</i>
Produits pétroliers	925,2	1 317,9	1 315,3	1 184,8	1 335,5
part dans les importations (en %)	17,4%	22,3%	21,5%	19,6%	17,5%
Pétrole brut	471,9	859,8	870,4	825,7	766,8
part dans les importations (en %)	8,9%	14,5%	14,2%	13,7%	10,1%
<i>part dans les produits pétroliers (en %)</i>	<i>51,0%</i>	<i>65,2%</i>	<i>66,2%</i>	<i>69,7%</i>	<i>57,4%</i>
Produits raffinés du pétrole	453,2	458,1	444,9	359,1	568,6
part dans les importations (en %)	8,5%	7,7%	7,3%	5,9%	7,5%
<i>part dans les produits pétroliers (en %)</i>	<i>49,0%</i>	<i>34,8%</i>	<i>33,8%</i>	<i>30,3%</i>	<i>42,6%</i>
Biens intermédiaires	932,8	1 033,2	1 124,5	1 075,0	1 436,4
part dans les importations (en %)	17,5%	17,5%	18,4%	17,8%	18,8%
Produits chimiques	120,4	127,0	145,7	133,5	145,2
part dans les importations (en %)	2,3%	2,1%	2,4%	2,2%	1,9%
<i>part dans les biens intermédiaires (en %)</i>	<i>12,9%</i>	<i>12,3%</i>	<i>13,0%</i>	<i>12,4%</i>	<i>10,1%</i>
Fer, fonte et acier	255,1	324,3	334,8	316,5	445,3
part dans les importations (en %)	4,8%	5,5%	5,5%	5,2%	5,8%
<i>part dans les biens intermédiaires (en %)</i>	<i>27,3%</i>	<i>31,4%</i>	<i>29,8%</i>	<i>29,4%</i>	<i>31,0%</i>
Biens d'équipement	1 001,3	1 013,9	1 094,2	1 115,8	1 405,6
part dans les importations (en %)	18,8%	17,1%	17,9%	18,5%	18,4%
Machines mécaniques	456,9	468,2	501,5	511,7	637,4
part dans les importations (en %)	8,6%	7,9%	8,2%	8,5%	8,4%
<i>part dans les biens d'équipement (en %)</i>	<i>45,6%</i>	<i>46,2%</i>	<i>45,8%</i>	<i>45,9%</i>	<i>45,3%</i>
Matériel de transport routier	201,2	195,2	211,3	241,0	386,5
part dans les importations (en %)	3,8%	3,3%	3,5%	4,0%	5,1%
<i>part dans les biens d'équipement (en %)</i>	<i>20,1%</i>	<i>19,3%</i>	<i>19,3%</i>	<i>21,6%</i>	<i>27,5%</i>
Total importations CAF, commerce général douanes	5 315,4	5 913,1	6 111,8	6 040,3	7 628,0

Sources : DGD, BCEAO

Selon la répartition par produit, les importations les plus importantes sont celles du pétrole brut (10,1%), des machines mécaniques (8,4%), des produits finis du pétrole (7,5%), du poisson (5,8%), des produits « fer, fonte et l'acier » (5,8%), du riz (5,3%) et du matériel de transport routier (5,1%). Ces biens représentent, globalement, 48,0% des achats en provenance de l'étranger.

I.1.2.3 - Orientation géographique des importations de biens

L'Europe et l'Asie se partagent la première place de fournisseurs du pays, avec chacun, 34,1% du total des achats, après respectivement 36,0% et 31,2% en 2020. Puis, vient l'Afrique avec 19,5% après 24,6% en 2020. S'agissant de l'Amérique, sa part de marché est ressortie à 10,3%, contre 7,5% en 2020.

En Europe, le premier fournisseur de la Côte d'Ivoire demeure la France, avec 28,3% des achats provenant de la zone en 2021, après 30,7% en 2020.

Il en est de même pour le Nigeria en Afrique. Ce pays totalise 46,8% des commandes adressées par les résidents ivoiriens au continent africain, contre 58,0% en 2020. S'agissant particulièrement des importations en provenance de l'UEMOA, telles que saisies au cordon douanier, le Sénégal est le premier pays fournisseur de la Côte d'Ivoire dans cette zone.

En Asie, la Chine est la première économie auprès de laquelle les résidents ivoiriens achètent des produits. Ce pays a, en effet, livré 46,1% des importations issues du continent asiatique en 2021, contre 48,0% en 2020. Le deuxième fournisseur asiatique est l'Inde, avec une part de 17,7% des importations en provenance de ce continent en 2021, après 16,1% en 2020.

En Amérique, les achats proviennent principalement des Etats-Unis avec 47,4% des importations totales de cette zone en 2021, contre 53,0% en 2020.

I.2 - Balance des services

Les échanges de services ont connu un déficit de 1.671,1 milliards, en hausse de 283,6 milliards (+20,4%) par rapport à 2020, en lien principalement avec l'augmentation du montant net des services du fret payé au profit de l'extérieur. En outre, les flux au titre des autres services, ayant enregistré une dégradation de leur solde négatif, ont contribué au creusement du poste des services. Quant au poste voyage, il est ressorti déficitaire pour la deuxième année consécutive, mais en s'inscrivant avec un solde négatif plus faible que l'année 2020, en lien avec la reprise progressive des déplacements de personnes à travers le monde, dans un contexte mondial marqué par la poursuite de la pandémie de covid-19.

Tableau n° 8 : Evolution de la balance des services de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Transport	-755,1	-792,7	-807,6	-811,9	-1 102,4
Dont fret	-720,9	-827,7	-836,7	-855,8	-1 151,5
Voyage	6,1	15,0	28,5	-25,8	-6,2
Autres services	-625,7	-500,5	-534,1	-549,8	-562,5
Total services nets	-1 374,6	-1 278,3	-1 313,2	-1 387,5	-1 671,1

Source : BCEAO

I.2.1 - Exportations de services

Les recettes issues des services fournis aux non-résidents se sont accrues de 19,8%, par rapport à l'année 2020. Elles ont bénéficié de la reprise plus vigoureuse des services de transport, des voyages et des autres services. En effet, le service de transport a augmenté de 20,0%, grâce au dynamisme du transport aérien de personnes et à la bonne tenue des services auxiliaires de transport maritime des marchandises.

S'agissant des voyages, les exportations ont augmenté de 47,2%, après la baisse de 63,6% enregistrée en 2020. Ils profitent de la réouverture des frontières aériennes depuis la seconde moitié de l'année 2020 et d'une plus grande mobilité des personnes grâce notamment à la disponibilité de vaccins contre la covid-19 à travers le monde. Toutefois, le niveau des recettes de voyage de l'année 2021 demeure en deçà de 46,5% des montants engrangés en 2019, dernière année avant la crise sanitaire de la covid-19. Le maintien de la fermeture des frontières terrestres et la persistance de la pandémie, notamment avec l'apparition du variant o-micron en fin d'année 2021, pourraient expliquer le bas niveau des recettes de voyage par rapport à 2019.

Au titre des autres services, les montants reçus des non-résidents a progressé de 2,6%, en rapport avec la reprise des services spécialisés et de conseil en gestion ainsi que des services de télécommunication, en lien avec la reprise des voyages internationaux.

Tableau n° 9 : Exportations de services de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Transport	132,5	213,6	229,6	172,5	207,0
dont fret	56,4	58,3	63,6	60,9	64,7
Voyage	230,6	246,3	262,8	95,6	140,7
Autres services	202,1	188,1	188,6	153,1	157,1
Total services vendus	565,2	648,1	680,9	421,2	504,7

Source : BCEAO

I.2.2 - Importations de services

Comparée à l'année 2020, la consommation de services en provenance des non-résidents a enregistré une hausse de 20,3%, en liaison avec la progression des dépenses au titre du transport, des voyages et des autres services.

En effet, les paiements au titre du transport ont augmenté de 33,0%, sous les effets de l'accroissement du transport de passagers (+33,9%) et du fret à l'importation de biens (+32,7%). La hausse du transports de passagers s'explique par les déplacements des résidents effectués par le moyen de compagnies aériennes étrangères, suite à la réouverture des frontières aériennes. Toutefois, le montant atteint demeure moins important que celui enregistré en 2019. Quant aux dépenses de transport de marchandises, leur augmentation est due aussi bien à la hausse des volumes des biens importés qu'au renchérissement du fret, en relation avec la crise mondiale des conteneurs.

Concernant les dépenses de voyages, elles ont rebondi de 21,0%, avec la réouverture des frontières aériennes facilitée par la baisse des contaminations à la covid-19 et les campagnes de vaccination contre la covid-19 dans le monde.

S'agissant des autres services, leur hausse de 2,4% provient principalement des services techniques, ainsi que de télécommunication, d'informatique et d'information. En ce qui concerne les services techniques relatifs au commerce et autres services aux entreprises, ils se sont inscrits en hausse de 17,3%. En effet, l'économie ivoirienne a enregistré une augmentation des interventions des non-résidents dans les travaux d'exploration pétrolière et sur les chantiers d'infrastructures routières et électriques qui nécessitent des expertises indisponibles sur le territoire national.

Tableau n° 10 : Importations de services de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Transport	-887,7	-1 006,4	-1 037,2	-984,3	-1 309,4
dont fret	-777,3	-885,9	-900,3	-916,7	-1 216,2
Voyage	-224,4	-231,3	-234,3	-121,4	-146,9
Autres services	-827,7	-688,7	-722,7	-702,9	-719,6
Total services reçus	-1 939,8	-1 926,3	-1 994,1	-1 808,7	-2 175,9

Source : BCEAO

I.3 - Compte de revenu primaire

Le déficit du revenu primaire a atteint 1.240,7 milliards en 2021, après 1.062,8 milliards un an plus tôt, soit un creusement de 16,7%. Il est induit par l'accroissement net des paiements, aux non-résidents, des intérêts sur la dette publique de 16,6%, en lien avec l'augmentation des engagements de l'Administration Publique. L'aggravation du déficit est également due à l'augmentation, à hauteur de 16,4%, du montant des dividendes payés au profit des non-résidents. S'agissant des rémunérations nettes des salariés, elles sont restées quasi-constantes par rapport à l'année précédente.

Tableau n° 11 : Evolution du compte de revenu primaire de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Rémunérations des salariés	41,6	40,6	33,6	34,8	34,8
Revenus des investissements	-944,8	-956,7	-1 030,5	-1 105,1	-1 293,4
Dont intérêts sur la dette publique	-175,8	-228,0	-299,3	-390,3	-455,0
Autres revenus primaires	9,5	11,2	11,1	7,5	17,9
Revenu primaire net	-893,7	-904,9	-985,8	-1 062,8	-1 240,7

Source : BCEAO

I.4 - Compte de revenu secondaire

Le compte du revenu secondaire a enregistré un déficit de 375,1 milliards, après celui de 402,6 milliards en 2020, soit une amélioration de 6,8%, grâce au repli du solde négatif des envois de fonds des travailleurs migrants. Cette variation résulte de l'augmentation des transferts de fonds à destination de l'étranger moins importante que celle des réceptions.

Par ailleurs, l'excédent des transferts courants au profit de l'Administration publique a fléchi de 53,5%, en passant de 22,6 milliards en 2020 à 10,5 milliards en 2021. Cette évolution est due à l'augmentation des contributions de l'Etat au fonctionnement des organisations internationales qui a contrebalancé l'accroissement des aides budgétaires reçues.

Tableau n° 12 : Evolution du compte de revenu secondaire de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Administration publique	88,6	86,5	94,4	22,6	10,5
Dont aide budgétaire reçue	150,9	158,7	167,5	91,9	92,3
Autres secteurs	-388,7	-395,8	-432,1	-425,2	-385,7
Dont envois de fonds des travailleurs	-354,9	-366,6	-373,5	-384,0	-351,7
Revenu secondaire net	-300,1	-309,3	-337,8	-402,6	-375,1

Source : BCEAO

II - COMPTE DE CAPITAL

En 2021, le solde positif du compte de capital s'est situé à 91,6 milliards, après 100,4 milliards. Cette réduction de l'excédent s'explique par la baisse des transferts reçus par l'Administration publique, au titre des dons projets.

Tableau n° 13 : Evolution du compte de capital de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	-3,1	-2,3	-1,0	-0,9
Transferts de capital	111,9	87,8	107,6	101,4	92,5
Administration publique	115,2	87,4	107,4	101,4	92,3
Dont remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	-3,4	0,3	0,1	0,0	0,2
Solde du compte de capital	111,8	84,7	105,3	100,4	91,6

Sources : BCEAO

II.1 - Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits

Les transactions sur actifs incorporels se sont soldées par un déficit de 0,9 milliard, après celui de 1,0 milliard l'année précédente.

II.2 - Transferts de capital

Le solde des transferts de capital est ressorti à +92,5 milliards, après +101,4 milliards en 2020, soit un repli de 8,9 milliards, du fait de la baisse des dons projets reçus par l'Administration publique.

III - COMPTE FINANCIER

Présenté selon l'optique de la BCEAO, le compte financier n'intègre pas les flux du système bancaire au niveau des investissements de portefeuille, des dérivés financiers et des autres investissements.

En 2021, ce compte enregistre une entrée nette des capitaux étrangers, plus importante que celle de l'année précédente, en relation avec la progression des montants perçus au titre des autres investissements (+75,7%), des investissements directs étrangers (+49,9%) et des investissements de portefeuille (+41,3%).

Tableau n° 14 : Evolution du compte financier (optique BCEAO) de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

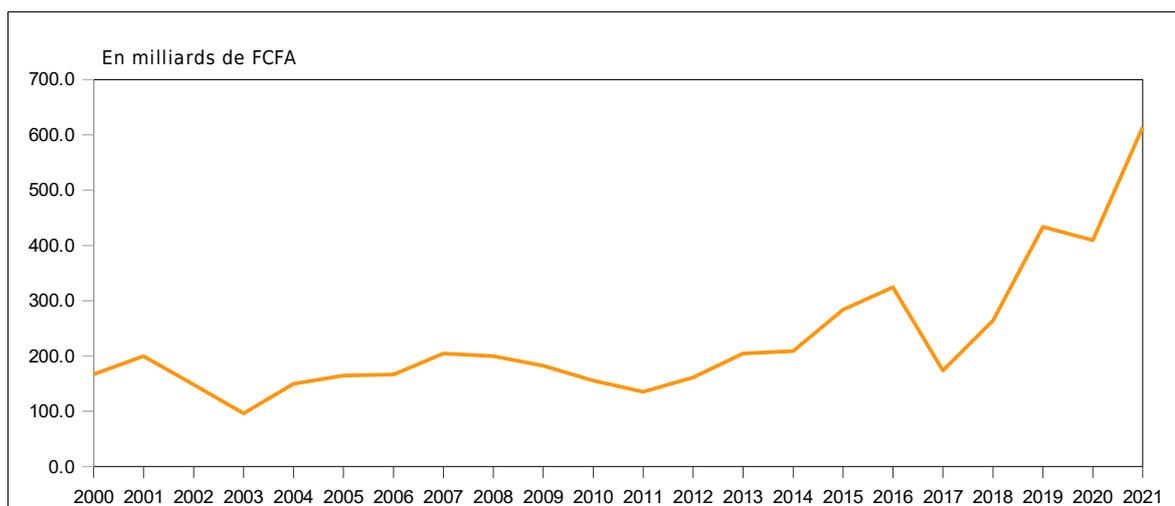
Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Investissements directs	-173,6	-264,2	-433,4	-409,6	-614,0
Investissements de portefeuille	-783,6	-888,7	-9,6	-531,7	-751,5
Dérivés financiers	-3,0	0,5	0,1	0,0	0,8
Autres investissements	463,5	-318,7	-721,4	-700,5	-1 230,7
Solde du compte financier	-496,6	-1 471,1	-1 164,2	-1 641,8	-2 595,4

Source : BCEAO

III.1 - Investissements directs étrangers

Les flux d'investissements directs étrangers se sont soldés par une entrée nette de capitaux de 614,0 milliards (+1,6% du PIB) en 2021, après celle de 409,6 milliards (+1,2% du PIB) en 2020. Ils se caractérisent, d'une part, par des flux entrants de 772,1 milliards, après 410,3 milliards en 2020 et, d'autre part, par des investissements à l'étranger de 158,2 milliards, après 0,8 milliard en 2020.

Graphique 2 : Evolution des flux nets d'IDE de 2000 à 2021



Source : BCEAO

• **Acquisitions nettes d'actifs financiers**

Les flux d'investissements directs étrangers, vers l'extérieur, des entreprises résidentes de l'économie ivoirienne, sont ressortis à 158,2 milliards en 2021, après 0,8 milliard en 2020.

Ces flux vers l'extérieur portent sur 54,9 milliards au titre des actions et parts de fonds de placement et 103,2 milliards d'instruments de dettes.

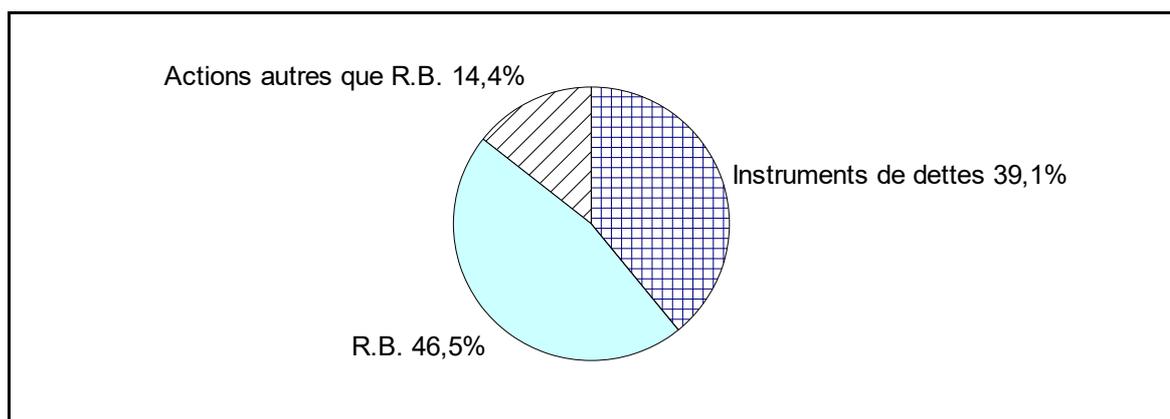
Les principaux secteurs à l'origine de ces investissements à l'étranger sont l'industrie extractive (122,2 milliards), le secteur financier (22,2 milliards) et l'industrie manufacturière (8,4 milliards).

S'agissant des destinations des fonds, les principaux pays bénéficiaires sont l'Australie (68,6 milliards), le Canada (52,2 milliards), la Suisse (15,7 milliards) et le Burkina (14,1 milliards).

• **Accroissement net des passifs financiers**

Les investissements directs étrangers reçus par l'économie ivoirienne se sont établis à 772,1 milliards, après 410,3 milliards en 2020, soit une hausse de 188,2%. Ils se sont composés d'actions autres que les réinvestissements de bénéfices (R.B.) à hauteur de 110,9 milliards, de réinvestissements de bénéfices d'un montant de 359,1 milliards et d'instruments de dettes de 302,1 milliards.

Graphique 3 : Répartition par composante des IDE entrants en 2021



Source : BCEAO

Les secteurs d'activité qui ont enregistré ces entrées nettes de capitaux au titre des IDE sont principalement l'industrie extractive (375,2 milliards), l'industrie manufacturière (142,5 milliards), la production d'électricité (96,5 milliards), le secteur financier (87,4 milliards), la construction (34,7 milliards) et le commerce (31,0 milliards).

Les montants d'IDE en 2021 proviennent principalement des pays ci-après :

- l'Australie, avec 215,1 milliards investis majoritairement dans l'industrie extractive ;
- la France, avec 146,2 milliards investis principalement dans la production d'énergie électrique, l'industrie manufacturière, le secteur financier ainsi que l'exploitation minière ;
- l'Ile Maurice, avec 51,9 milliards dans l'industrie extractive et le commerce ;
- Singapour, avec 45,5 milliards investis majoritairement dans l'industrie manufacturière, le commerce et l'extraction minière ;

- le Nigeria, avec 44,3 milliards investis essentiellement dans la production d'énergie électrique, le secteur financier et l'industrie manufacturière ;
- le Canada, avec 43,5 milliards principalement dans l'industrie extractive ;
- l'Italie, avec 41,8 milliards investis dans les industries extractive et manufacturière ;

Ces pays sont suivis par la Belgique (27,8 milliards), la Chine (22,5 milliards), l'Afrique du Sud (12,3 milliards) et le Royaume-Uni (10,2 milliards).

III.2 - Investissements de portefeuille

Les investissements de portefeuille se sont soldés par des entrées nettes de capitaux de 751,5 milliards, après 531,7 milliards en 2020. Cette évolution est due principalement à l'augmentation des engagements de l'Administration publique par rapport à 2020.

En effet, les transactions de l'Administration publique se sont établies à 768,3 milliards, après 578,4 milliards en 2020. Elles concernent aussi bien des titres émis sur le marché régional que ceux émis sur les marchés financiers internationaux. Ainsi, s'agissant des émissions sur le marché régional, les opérations de l'Etat se sont soldées par une entrée nette des capitaux de 235,3 milliards, contre 271,9 milliards en 2020. Pour ce qui est des transactions sur les marchés financiers internationaux, elles se sont caractérisées par une augmentation nette des passifs financiers de 533,0 milliards, après 306,5 milliards un an plus tôt.

III.3 - Dérivés financiers

Les transactions au titre des dérivés financiers en 2021 se sont soldées par une sortie nette de capitaux de 0,8 milliards.

III.4 - Autres investissements

Les flux au titre des autres investissements se sont caractérisés par une réception nette des fonds de 1.230,7 milliards, après 700,5 milliards en 2020. Ils portent sur les autres participations, les numéraires et dépôts, les prêts ainsi que les crédits commerciaux.

Les autres participations ont concerné la souscription de l'Administration publique, au capital d'organisations internationales, de 17,6 milliards contre 9,2 milliards en 2020.

S'agissant des numéraires et dépôts, ils ont enregistré une baisse des avoirs de l'économie ivoirienne à l'étranger de 5,5 milliards, contre une hausse de 17,7 milliards en 2020.

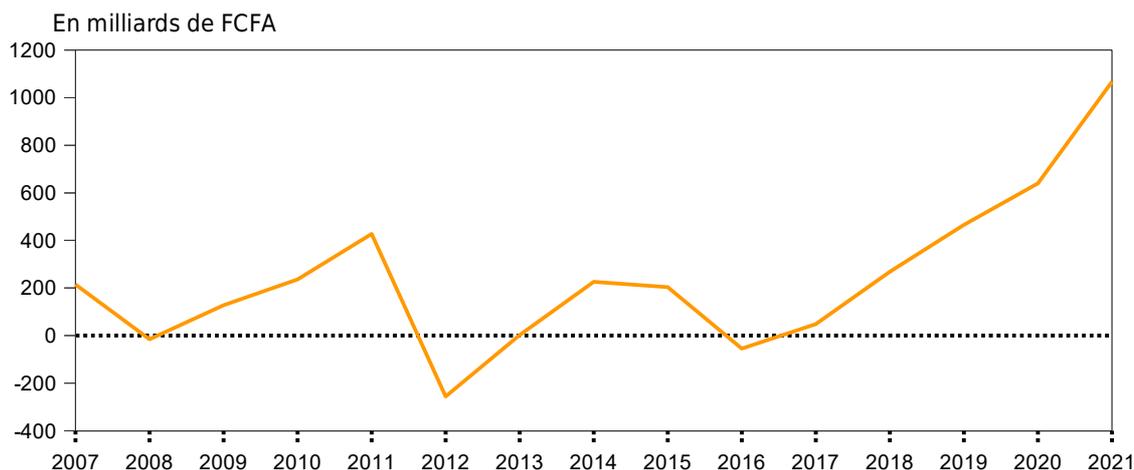
Au niveau des prêts, il est ressorti une entrée nette des capitaux de 1.048,8 milliards en 2021, après 968,9 milliards en 2020. En particulier, les opérations de l'Administration publique ont engendré la réception d'un montant net de 912,8 milliards, contre 997,3 milliards en 2020.

Les crédits commerciaux, quant à eux, ont augmenté de 259,9 milliards en 2021, après leur diminution de 228,0 milliards en 2020.

IV - CAPITAUX MONÉTAIRES

En 2021, l'évolution des actifs monétaires s'est traduite par une hausse des actifs extérieurs nets de l'économie ivoirienne de 1.066,6 milliards, après celle de 640,1 milliards en 2020. Cette augmentation est constatée aussi bien au niveau de la Banque Centrale que des autres institutions de dépôts autres que la Banque Centrale.

Graphique 4 : Variation des actifs extérieurs nets de 2007 à 2021



Source : BCEAO

IV.1 - Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les actifs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont établis à 2.944,2 milliards à fin 2021, après 2.389,1 milliards l'année d'avant, soit une augmentation de 555,1 milliards. Cet accroissement résulte, d'une part, de la hausse des actifs extérieurs bruts de 1.198,3 milliards et, d'autre part, de la montée des engagements de 643,2 milliards.

En effet, les actifs extérieurs bruts se sont consolidés en 2021, grâce à la progression des DTS détenus à hauteur de 430,4 milliards, après 545,2 milliards en 2020, des autres créances de 633,3 milliards, contre 206,6 milliards en 2020 et de la position de réserve au Fonds Monétaire International (FMI) de 134,6 milliards.

S'agissant des engagements extérieurs bruts, ils ont augmenté, en relation avec la hausse des autres engagements de 680,5 milliards, après une baisse de 141,5 milliards. Cet accroissement concerne notamment la somme de 495,0 milliards obtenue par le pays au titre des allocations de DTS par le FMI en 2021. Cette allocation visait à permettre à tous les pays membres du Département de DTS du FMI de répondre au besoin de réserves à long terme et à aider les pays à faire face aux conséquences de la pandémie de la covid-19.

Tableau n° 15 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Avoirs	3 389,9	3 646,4	4 334,9	5 009,0	6 207,3
- Position de réserve	31,7	79,5	68,0	-9,6	125,0
- DTS détenus	219,6	288,4	353,6	898,8	1 329,2
- Autres créances	3 138,6	3 278,6	3 913,2	4 119,8	4 753,1
Engagements*	1 839,2	1 944,2	2 230,3	2 619,9	3 263,1
- Engagements extérieurs de court terme	708,4	791,2	870,5	1 401,6	1 364,3
<i>dont crédits FMI</i>	<i>708,4</i>	<i>791,2</i>	<i>870,5</i>	<i>1 401,6</i>	<i>1 364,3</i>
- Autres engagements	1 130,8	1 152,9	1 359,8	1 218,3	1 898,8
Actifs extérieurs nets	1 550,7	1 702,3	2 104,5	2 389,1	2 944,2

Source : BCEAO

* y compris les DTS alloués

IV.2 - Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

La position extérieure des banques est ressortie créditrice à 1.262,1 milliards en 2021, après 750,7 milliards en 2020, soit une consolidation de 511,5 milliards.

Tableau n° 16 : Evolution des avoirs et engagements des banques de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Avoirs	1 468,9	1 280,4	1 482,5	1 613,0	2 249,2
- Banques	1 468,9	1 280,4	1 482,5	1 613,0	2 249,2
Engagements	1 256,9	950,6	1 087,4	862,3	987,1
- Banques	1 256,9	950,6	1 087,4	862,3	987,1
Position monétaire extérieure	212,1	329,8	395,1	750,7	1 262,1

Source : BCEAO

IV.3 – Actifs extérieurs nets de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts

L'évolution du secteur monétaire en 2021 s'est traduite par une hausse des actifs extérieurs nets de 1.066,6 milliards, après 640,1 milliards, grâce à la consolidation des actifs extérieurs nets de la Banque Centrale de 555,1 milliards et des banques de 511,5 milliards.

S'agissant du solde global de la balance des paiements, il est ressorti excédentaire de 1.095,6 milliards, après 607,0 milliards en 2020. Il diffère du solde monétaire du fait de la prise en compte des réévaluations nettes, de -29,0 milliards, des créances et des engagements officiels de la Côte d'Ivoire vis-à-vis du FMI.

Tableau n° 17 : Variation des actifs extérieurs nets des Institutions monétaires de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Variation des actifs extérieurs nets des banques	-142,4	117,7	65,3	355,6	511,5
Variation des actifs extérieurs nets de la Banque Centrale	190,5	151,6	400,1	284,5	555,1
Solde monétaire	48,1	269,3	465,4	640,1	1 066,6
<i>Réévaluation</i>	<i>51,7</i>	<i>-15,3</i>	<i>-12,3</i>	<i>33,1</i>	<i>-29,0</i>
Solde global de la balance des paiements	-3,6	284,6	477,7	607,0	1 095,6

Source : BCEAO

V - POSITION EXTERIEURE GLOBALE

Au 31 décembre 2021, l'ensemble des avoirs financiers extérieurs de la Côte d'Ivoire s'est élevé à 11.787,5 milliards et les engagements à 27.211,6 milliards. Ainsi, la position extérieure globale a enregistré un solde négatif de 15.424,2 milliards (-39,4% du PIB), après celui de 13.793,6 milliards (-39,1% du PIB) en 2020, soit une dégradation de 1.630,6 milliards.

Les principales composantes des avoirs sont :

- les investissements directs étrangers d'un montant de 1.497,5 milliards, dont 813,6 milliards au titre des fonds propres ;
- les investissements de portefeuille d'une valeur de 1.814,0 milliards, après 1.442,3 milliards ;
- les autres investissements d'un montant de 2.262,3 milliards, dont 811,8 milliards au titre des numéraires et dépôts, 561,8 milliards relatifs aux prêts et 715,3 milliards ayant trait aux crédits commerciaux ;
- les réserves officielles de change (avoirs extérieurs bruts de la BCEAO), qui se sont établies à 6.207,3 milliards, après 5.009,0 milliards un an plus tôt.

Quant aux engagements, ils ont pour principales composantes :

- les investissements directs étrangers, d'un montant de 7.291,9 milliards, dont 4.632,4 milliards au titre des fonds propres ;
 - les investissements de portefeuille d'un montant de 6.966,4 milliards, dont l'encours des euro-obligations, émises par l'Administration publique, d'une valeur de 5.208,1 milliards ;
 - les autres investissements, d'une valeur de 12.953,3 milliards, dont le stock des prêts de l'Administration publique de 6.488,9 milliards, les crédits commerciaux de 1.132,1 milliards et les autres comptes à payer par la Banque Centrale de 1.062,8 milliards.
-

CONCLUSION

En 2021, le déficit du compte des transactions courantes s'est creusé de 0,9 point de pourcentage du PIB par rapport à 2020, en passant de 3,2% du PIB à 4,1% du PIB. Cette dégradation résulte de la hausse des importations de biens, plus importante que celle des exportations de produits, et de l'augmentation des déficits des services ainsi que des revenus.

Le compte de capital, quant à lui, a affiché un excédent plus faible par rapport à 2020, en raison de la baisse des dons projets obtenus par l'Etat.

Ainsi, en 2021, l'évolution du compte des transactions courantes et du compte de capital a abouti à un besoin de financement de l'économie ivoirienne de 1.502,2 milliards (3,8% du PIB), après celui de 1.036,0 milliards en 2020, soit une hausse de 466,2 milliards.

S'agissant du compte financier, les entrées nettes de capitaux étrangers se sont poursuivies en 2021. Elles sont ressorties à 2.595,4 milliards (6,6% du PIB), après 1.641,8 milliards (4,6% du PIB) en 2020, grâce aux flux observés, au titre des autres investissements de 1.230,7 milliards, des investissements de portefeuille de 751,5 milliards et des investissements directs entrants de 614,0 milliards. Ces entrées nettes de capitaux ont permis, à l'instar de l'année 2020, de couvrir le besoin de financement de l'économie en 2021. En somme, le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire de 1.095,6 milliards, après 607,0 milliards en 2020.

Au niveau de la position extérieure globale, le déficit que connaît le pays a continué de se creuser, en lien, notamment, avec la progression des investissements directs étrangers reçus, des crédits commerciaux et de la dette publique extérieure. Il est passé de 39,1% du PIB en 2020 à 39,4% du PIB en 2021.

Il ressort de ces évolutions des comptes extérieurs de la Côte d'Ivoire que le besoin de financement de l'économie, bien qu'ayant augmenté par rapport à 2020, a été totalement couvert par des entrées nettes de capitaux. Toutefois, ce financement repose principalement sur des capitaux étrangers générateurs de dettes. Par conséquent, l'économie ivoirienne devrait œuvrer à attirer davantage des flux financiers non générateurs de dettes, en l'occurrence les IDE.

En outre, l'Etat pourrait prendre des mesures de politiques économiques visant à réduire le déficit du solde des transactions courantes, d'une part, par le biais de l'accroissement des exportations de biens et, d'autre part, par la diminution ou l'atténuation de l'augmentation des importations de produits.

Au niveau des exportations, les fluctuations des cours des principales matières premières vendues à l'extérieur par le pays ainsi que la dépendance de la production de ces biens des conditions climatiques constituent une entrave à une croissance forte de la balance commerciale des biens. Ainsi, en vue d'assurer une augmentation constante des exportations du pays, il conviendrait d'assurer des prix à l'exportation plus élevés. Certaines de ces mesures ont été initiées. A cet égard, au niveau du cacao, qui est le premier produit d'exportation du pays, l'Etat incite les opérateurs économiques à accroître les capacités de transformation de cette matière première, à travers notamment la politique de DUS différencié depuis 2016, en vue d'augmenter la valeur ajoutée de ce produit. De plus, la Côte d'Ivoire et le Ghana se sont engagés, depuis mars 2018, à mettre en place une stratégie commune visant à contenir la hausse de la production du cacao et à assurer un prix plancher équitable aux producteurs. Des initiatives en vue de transformer, à moyen terme, au moins 50% de la noix de cajou sont également inscrites dans le Plan National de Développement (PND) 2021-2025 du pays.

S'agissant des importations, des mesures peuvent également être envisagées. Dans cette optique, il conviendrait, notamment, de mettre en œuvre une politique de substitution à certaines importations. A cet égard, en analysant les achats de produits alimentaires, il ressort que les trois principaux biens de ce poste des importations, à savoir les poissons, le riz et le blé, totalisent 983,4 milliards, après 791,2 milliards en 2020. Une autosuffisance au niveau de ces produits pourrait donc alléger la facture des importations et réduire le déficit du compte des transactions courantes. Par conséquent, le pays pourrait mettre en place des politiques pour intensifier la production de poissons et de riz. De même, des réflexions sur des variétés de blé compatibles avec le climat ivoirien seraient idoines, en vue d'amorcer une production locale de cette céréale pour satisfaire la demande nationale.

APPENDICE CONCERNANT QUELQUES TRAITEMENTS ET AJUSTEMENTS OPERES SUR LES DONNEES DU COMMERCE GENERAL DOUANE

a) Ajustement de champ couvert

Il vise à corriger certaines distorsions dues à la présence de non-résidents sur le territoire et à celle de résidents à l'étranger (ex : déduction des importations des Ambassades).

Par ailleurs, il est procédé, sous cette rubrique, à l'estimation du commerce frontalier ainsi qu'à la prise en compte du commerce frauduleux. Ces traitements sont retracés ci-après :

Point des principaux ajustements de champ pour l'évaluation des marchandises générales	
Transactions sur marchandises générales	Observations
Biens achetés dans les ports et les aéroports par les transporteurs	A inclure
Biens qui pénètrent sur le territoire économique ou le quittent en dehors du circuit formel (avec transfert de propriété)	A inclure
Biens perdus ou détruits après transferts de propriété mais avant de franchir la frontière	A inclure
Biens acquis auprès d'autres économies pour être transformés à l'étranger	A inclure
Biens vendus à l'étranger après avoir été transformés dans d'autres économies	A inclure
Biens dans les entrepôts de douane ou autres zones (avec transfert de propriété)	A inclure
Effets personnels des migrants	A déduire
Biens expédiés aux ambassades, bases militaires, etc. par les autorités du pays d'origine ou vice-versa	A déduire
Biens importés pour des projets de construction par des entreprises non résidentes	A déduire
Biens destinés à être réparés ou entreposés sans transferts de propriété	A déduire
Biens expédiés à l'étranger pour être transformés ou retournés après avoir été transformés sans transfert de propriété	A déduire
Biens retournés (cas d'annulation du transfert de propriété)	A déduire
Echantillons sans valeur commerciale (pratiques courantes chez les sociétés minières, notamment en phase d'exploration)	A déduire
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	A déduire
Or non monétaire	A déduire

b) Ajustement de valeur

Au niveau du commerce général, les importations sont en valeur CAF. L'ajustement de valeur opéré consiste à scinder le montant des importations CAF en deux parties distinctes : d'une part, le montant FOB payé pour les marchandises proprement dites et, d'autre part, le montant supporté au titre de l'assurance et du transport de ces marchandises. Le montant des importations FOB est imputé dans le compte des biens, tandis que les charges d'assurance et de fret sont reversées dans les services.

ANNEXES

- Annexe 1.1 : Balance des Paiements en termes de transactions (Présentation résumée)
 - Annexe 1.2 : Balance des paiements 2021 en termes de transactions (Optique BCEAO)
 - Annexe 1.3 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO) de 2017 à 2021
 - Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes de 2017 à 2021
 - Annexe 1.5 : Compte de biens et services de 2017 à 2021
 - Annexe 1.6 : Compte de biens de 2017 à 2021
 - Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens de 2017 à 2021
 - Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits de 2017 à 2021
 - Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises de 2017 à 2021
 - Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens de 2017 à 2021
 - Annexe 1.11 : Importations par principaux produits de 2017 à 2021
 - Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises de 2017 à 2021
 - Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services de 2017 à 2021
 - Annexe 1.14 : Evolution du compte du revenu primaire de 2017 à 2021
 - Annexe 1.15 : Evolution du compte du revenu secondaire de 2017 à 2021
 - Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital de 2017 à 2021
 - Annexe 1.17 : Evolution du compte financier de 2017 à 2021
 - Annexe 1.18 : Ventilation géographique des investissements directs étrangers reçus de 2017 à 2021
 - Annexe 1.19 : Variation de la position extérieure globale nette en 2021
 - Annexe 2.1 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale de 2017 à 2021
 - Annexe 2.2 : Evolution des avoirs et engagements des banques de 2017 à 2021
 - Annexe 2.3 : Evolution de la variation des avoirs extérieurs nets des Institutions monétaires de 2017 à 2021
 - Annexe 2.4 : Composition des exportations de 2017 à 2021
 - Annexe 2.5 : Composition des importations de 2017 à 2021
 - Annexe 2.6 : Exportations de services de 2017 à 2021
 - Annexe 2.7 : Importations de services de 2017 à 2021
 - Annexe 2.8 : Exportations de marchandises par principaux produits de 2017 à 2021
 - Annexe 2.9 : Importations de marchandises par principaux produits de 2017 à 2021
-

Annexe 2.10 : Exportations à destination des autres pays de l'UEMOA de 2017 à 2021

Annexe 2.11 : Importations en provenance des autres pays de l'UEMOA de 2017 à 2021

Annexe 2.12 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2021

Annexe 2.13 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2021

Annexe 2.14 : Tableau détaillé de la Balance de paiements 2021 de la Côte d'Ivoire (présentation standard)

Annexe 2.15 : Tableau détaillé de la position extérieure globale 2021 de la Côte d'Ivoire

Annexe 1.1 : Balance des Paiements 2021 en termes de transactions (Présentation standard résumée)

(En milliards de FCFA)

Postes	Crédit / Acquisition nette d'actifs financiers	Débit / Accroissement net de passifs	Solde
Compte des transactions courantes	9 590,2	11 184,0	-1 593,8
Biens et services	9 000,3	8 978,3	22,0
Biens	8 495,6	6 802,4	1 693,1
Marchandises générales	7 541,0	6 802,4	738,5
Dont : Réexportations	19,6	0,0	19,6
Exportations nettes dans le cadre du négoce	4,9	0,0	4,9
Or non monétaire	949,7	0,0	949,7
Services	504,7	2 175,9	-1 671,1
Transport	207,0	1 309,4	-1 102,4
Dont : Fret	64,7	1 216,2	-1 151,5
Voyage	140,7	146,9	-6,2
Autres services	157,1	719,6	-562,5
Revenus primaires	301,1	1 541,8	-1 240,7
Revenus des salariés	79,4	44,5	34,8
Revenus des investissements	202,8	1 496,3	-1 293,4
Autres revenus primaires	18,9	1,0	17,9
Revenus secondaires	288,8	663,9	-375,1
Administrations publiques	92,3	81,8	10,5
Aides budgétaires	92,3	81,8	10,5
Autres secteurs	196,4	582,1	-385,7
Dont : Envois de fonds des travailleurs	164,7	516,4	-351,7
Compte de capital	92,5	0,9	91,6
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	0,9	-0,9
Transfert en capital	92,5	0,0	92,5
Administrations publiques	92,3	0,0	92,3
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,2	0,0	0,2
Compte financier	2 048,7	3 548,6	-1 499,8
Investissements directs	158,2	772,1	-614,0
Investissements de portefeuille	371,7	776,6	-404,9
Dérivés financiers	0,8	0,0	0,8
Autres investissements	347,9	1 999,8	-1 651,9
Avoirs de réserves	1 170,2	0,0	1 170,2
Erreurs et omissions nettes			2,4

Source : BCEAO

Annexe 1.2 : Balance des paiements 2021 en termes de transactions (Optique BCEAO)

(En milliards de FCFA)

Postes	Crédit / Acquisition nette d'actifs financiers	Débit / Accroissement net de passifs	Solde
Compte des transactions courantes	9 590,2	11 184,0	-1 593,8
Biens et services	9 000,3	8 978,3	22,0
Biens	8 495,6	6 802,4	1 693,1
Marchandises générales	7 541,0	6 802,4	738,5
Dont : Réexportations	19,6	0,0	19,6
Exportations nettes dans le cadre du négoce	4,9	0,0	4,9
Or non monétaire	949,7	0,0	949,7
Services	504,7	2 175,9	-1 671,1
Transport	207,0	1 309,4	-1 102,4
Dont : Fret	64,7	1 216,2	-1 151,5
Voyage	140,7	146,9	-6,2
Autres services	157,1	719,6	-562,5
Revenus primaires	301,1	1 541,8	-1 240,7
Revenus des salariés	79,4	44,5	34,8
Revenus des investissements	202,8	1 496,3	-1 293,4
Autres revenus primaires	18,9	1,0	17,9
Revenus secondaires	288,8	663,9	-375,1
Administrations publiques	92,3	81,8	10,5
Aides budgétaires	92,3	81,8	10,5
Autres secteurs	196,4	582,1	-385,7
Dont : Envois de fonds des travailleurs	164,7	516,4	-351,7
Compte de capital	92,5	0,9	91,6
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	0,9	-0,9
Transfert en capital	92,5	0,0	92,5
Administrations publiques	92,3	0,0	92,3
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,2	0,0	0,2
Compte financier	242,4	2 837,8	-2 595,4
Investissements directs	158,2	772,1	-614,0
Investissements de portefeuille	25,2	776,6	-751,5
Dérivés financiers	0,8	0,0	0,8
Autres investissements	58,3	1 289,0	-1 230,7
Administration publique	17,6	912,8	-895,2
Autres secteurs	40,7	376,2	-335,5
Erreurs et omissions nettes			2,4
Solde global	1 806,4	710,8	1 095,6
Avoirs et engagements extérieurs	-1 806,4	-710,8	-1 095,6
Banque Centrale	-1 170,2	-586,1	-584,1
Autres institutions de dépôts	-636,2	-124,7	-511,5

Source : BCEAO

Annexe 1.3 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO) de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Compte des transactions courantes	-609,2	-1 268,9	-790,3	-1 136,4	-1 593,8
Biens et services	584,7	-54,8	533,2	329,0	22,0
Biens	1 959,3	1 223,5	1 846,4	1 716,5	1 693,1
Marchandises générales	1 468,6	761,1	1 211,0	874,2	738,5
Dont : Réexportations	8,5	11,0	16,6	17,0	19,6
Exportations nettes dans le cadre du négoce	0,8	4,8	4,1	0,1	4,9
Or non monétaire	489,9	457,5	631,3	842,2	949,7
Services	-1 374,6	-1 278,3	-1 313,2	-1 387,5	-1 671,1
Transport	-755,1	-792,7	-807,6	-811,9	-1 102,4
Dont : Fret	-720,9	-827,7	-836,7	-855,8	-1 151,5
Voyage	6,1	15,0	28,5	-25,8	-6,2
Autres services	-625,7	-500,5	-534,1	-549,8	-562,5
Revenus primaires	-893,7	-904,9	-985,8	-1 062,8	-1 240,7
Revenus des salariés	41,6	40,6	33,6	34,8	34,8
Revenus des investissements	-944,8	-956,7	-1 030,5	-1 105,1	-1 293,4
Autres revenus primaires	9,5	11,2	11,1	7,5	17,9
Revenus secondaires	-300,1	-309,3	-337,8	-402,6	-375,1
Administrations publiques	88,6	86,5	94,4	22,6	10,5
Dont Aides budgétaires reçues	150,9	158,7	167,5	91,9	92,3
Autres secteurs	-388,7	-395,8	-432,1	-425,2	-385,7
Dont : Envois de fonds des travailleurs	-354,9	-366,6	-373,5	-384,0	-351,7
Compte de capital	111,8	84,7	105,3	100,4	91,6
Acquisitions/cessions d'actifs non fin. Non prod.	0,0	-3,1	-2,3	-1,0	-0,9
Transfert en capital	111,9	87,8	107,6	101,4	92,5
Administrations publiques	115,2	87,4	107,4	101,4	92,3
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	-3,4	0,3	0,1	0,0	0,2
Compte financier	-496,6	-1 471,1	-1 164,2	-1 641,8	-2 595,4
Investissements directs	-173,6	-264,2	-433,4	-409,6	-614,0
Investissements de portefeuille	-783,6	-888,7	-9,6	-531,7	-751,5
Dérivés financiers	-3,0	0,5	0,1	0,0	0,8
Autres investissements	463,5	-318,7	-721,4	-700,5	-1 230,7
Administrations publiques	-314,3	-340,7	-601,7	-988,1	-895,2
Autres secteurs	777,7	22,0	-119,7	287,7	-335,5
Erreurs et omissions nettes	-2,9	-2,3	-1,5	1,2	2,4
Solde global	-3,6	284,6	477,7	607,0	1 095,6
Avoirs et engagements extérieurs	3,6	-284,6	-477,7	-607,0	-1 095,6
Banque Centrale	-138,8	-166,9	-412,4	-251,4	-584,1
Autres institutions de dépôts	142,4	-117,7	-65,3	-355,6	-511,5

Source : BCEAO

Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Biens et services	585	-55	533	329	22
Biens	1 959	1 223	1 846	1 716	1 693
Services	-1 375	-1 278	-1 313	-1 387	-1 671
Revenus primaires	-894	-905	-986	-1 063	-1 241
Revenus secondaires	-300	-309	-338	-403	-375
Solde du compte courant	-609	-1 269	-790	-1 136	-1 594
Solde du compte courant (hors dons)	-757	-1 428	-958	-1 228	-1 686
PIB Nominal	29 955	32 222	34 299	35 311	39 190
Solde courant (en pourcentage du PIB)	-2,0%	-3,9%	-2,3%	-3,2%	-4,1%

Source : BCEAO

Annexe 1.5 : Compte de biens et services de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Exportations de biens et services	7 465	7 268	8 080	7 616	9 000
Importations de biens et services	6 880	7 322	7 547	7 287	8 978
Balance commerciale de biens et services	585	-55	533	329	22
pourcentage	110,0%	108,5%	99,3%	107,1%	100,2%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	23,5%	23,9%	22,6%	22,8%	22,9%

Source : BCEAO

Annexe 1.6 : Compte de biens (Base balance des paiements) de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Exportations de biens	6 900	6 620	7 399	7 195	8 496
Importations de biens	4 940	5 396	5 553	5 478	6 802
Balance commerciale de biens	1 959	1 223	1 846	1 716	1 693
pourcentage	139,7%	122,7%	133,3%	131,3%	124,9%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	19,8%	18,6%	18,9%	17,9%	19,5%

Source : BCEAO

Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens (Base balance des paiements) de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Marchandises générales	6 409	6 157	6 764	6 353	7 541
Dont réexportations	8	11	17	17	20
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	1	5	4	0	2
Or non monétaire	490	458	631	842	950
Total exportations de biens (Base balance des paiements)	6 900	6 620	7 399	7 195	8 493

Source : BCEAO

Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits (statistiques douanières hors biens exceptionnels) de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Cacao	2 904,6	2 532,3	2 899,7	2 971,5	3 314,1
dont cacao en fèves	2 056,9	1 801,7	2 094,9	2 085,5	2 379,5
dont cacao transformé	847,7	730,6	804,8	886,0	934,6
Produits pétroliers	805,7	951,6	1 201,7	671,6	891,4
dont pétrole brut	363,2	392,3	528,4	256,4	316,4
dont produits pétroliers	442,5	559,2	673,3	415,2	575,0
Noix de cajou	606,5	585,7	428,2	487,7	520,4
Or non monétaire	489,9	444,1	631,3	842,2	949,7
Caoutchouc	489,7	419,9	531,9	598,0	853,6
Divers	1 576,4	1 619,1	1 654,3	1 569,6	1 822,4
Total exportations de biens	6 872,9	6 552,6	7 347,0	7 140,7	8 351,7

Sources : DGD, BCEAO

Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises (statistiques douanières hors biens exceptionnels) de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
EUROPE	3 119,0	2 773,2	3 308,2	3 200,9	3 498,5
UNION EUROPEENNE	2 527,4	2 273,2	2 635,8	2 354,4	2 604,3
ZONE EURO	2 437,2	2 172,5	2 524,8	2 261,0	2 461,9
France	406,1	380,2	460,5	392,1	442,6
Allemagne	358,4	417,3	346,4	314,9	308,1
Italie	155,0	134,5	128,6	127,6	138,0
Pays-Bas	874,2	748,0	795,5	715,1	735,3
Belgique	348,9	238,5	314,3	366,6	467,0
Autres	294,7	254,1	479,5	344,8	371,0
AUTRES PAYS DE L'UE	90,2	100,6	111,0	93,4	142,4
AUTRES PAYS D'EUROPE	591,6	500,0	672,4	846,5	894,2
Royaume-Uni	203,8	156,3	191,6	219,9	257,9
Suisse	272,2	237,5	350,4	462,6	460,9
Russie	3,4	3,9	4,4	3,8	7,9
Autres	112,2	102,5	126,0	160,2	167,6
AFRIQUE	1 561,4	1 537,6	1 665,8	1 626,2	1 710,1
UEMOA	795,5	863,4	911,1	887,4	1 039,0
Bénin	31,0	31,8	35,9	47,8	26,8
Burkina	312,4	343,1	344,1	291,3	343,7
Côte d'Ivoire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée-Bissau	0,7	0,9	0,7	0,6	1,0
Mali	272,4	315,3	361,8	376,9	486,2
Niger	44,3	54,3	56,4	64,1	69,1
Sénégal	68,0	65,1	75,7	75,2	82,9
Togo	66,7	53,0	36,4	31,4	29,2
CEDEAO (hors UEMOA)	413,3	333,6	395,9	314,7	277,6
Nigeria	85,9	117,4	180,0	126,6	71,3
Ghana	260,0	161,4	171,6	136,0	142,8
Autres	67,4	54,7	44,3	52,1	63,5
CEMAC	43,5	69,3	59,1	45,5	53,7
Cameroun	13,3	48,2	28,3	16,7	25,7
Gabon	7,2	8,9	8,3	7,2	7,0
Autres	23,0	12,3	22,5	21,6	20,9
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	309,1	271,3	337,6	378,6	339,8
Afrique du Sud	227,3	191,3	235,3	308,8	233,7
Maroc	9,3	3,6	5,3	4,6	37,2
Tunisie	2,0	1,4	8,6	3,8	3,7
Algérie	31,1	39,9	41,6	32,3	18,7
Libye	0,0	0,0	0,1	0,0	0,3
Egypte	3,3	3,1	3,3	1,8	8,0
Autres	36,0	32,0	43,5	27,4	38,2
AMERIQUE	923,7	839,7	795,1	687,9	893,6
USA	690,5	598,0	450,1	480,1	687,6
Canada	117,9	145,1	208,5	130,4	98,5
Bésil	40,6	49,0	76,7	37,4	50,6
Autres	74,7	47,6	59,8	40,1	56,9
ASIE	1 200,8	1 303,4	1 478,9	1 488,8	1 824,1
Chine	66,1	98,7	216,5	262,8	308,1
Japon	1,3	1,6	1,8	1,4	0,8
Inde	191,8	288,8	270,9	147,0	185,2
Pakistan	24,9	7,9	13,9	42,7	105,7
Emirats Arabes Unis	21,9	14,0	21,7	19,4	55,5
Thaïlande	2,9	2,8	2,3	2,5	1,0
Autres pays asiatiques	891,9	889,7	951,8	1 013,2	1 167,8
Autres pays	68,1	98,7	99,0	136,8	425,3
TOTAL	6 872,9	6 552,6	7 347,0	7 140,7	8 351,7

Sources : DGD, BCEAO

Annexe 1.10 : Evolution des importations (FOB) de biens de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Marchandises générales	4 631,5	4 940,3	5 396,2	5 552,8	6 802,4
Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Négoce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total importations (FOB) de biens	4 631,5	5 255,9	5 552,8	5 478,3	6 802,4
Importations de biens / PIB nominal	15,5%	16,3%	16,2%	15,5%	17,4%

Source : BCEAO

Annexe 1.11 : Importations par principaux produits de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Produits alimentaires	1 011,8	1 136,4	1 236,0	1 230,2	1 696,2
Autres biens de consommation courante	1 251,8	1 319,7	1 312,2	1 347,7	1 854,0
Produits énergétiques	871,6	925,2	1 317,9	1 315,3	1 335,5
<i>dont pétrole brut</i>	607,2	471,9	859,8	870,4	766,8
<i>dont produits pétroliers</i>	264,4	453,2	458,1	444,9	568,6
Matières premières et biens intermédiaires	877,2	932,8	1 033,2	1 124,5	1 436,4
Biens d'équipement	1 066,2	1 001,3	1 013,9	1 094,2	1 405,6
Total importations de biens CAF (statistiques douanes hors biens exceptionnels)	5 078,6	5 315,4	5 913,1	6 111,8	7 628,0
Total importations de biens CAF ajustées (y compris opérations non contrôlées)	5 412,7	5 758,5	6 349,6	6 466,7	8 062,5
Total importations de biens FOB	4 631,5	4 940,3	5 396,2	5 552,8	6 802,4

Sources : DGD, BCEAO

Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises (statistiques douanières hors biens exceptionnels) de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
EUROPE	2 050,5	2 042,5	2 047,2	2 172,4	2 605,0
UNION EUROPEENNE	1 694,1	1 648,5	1 739,6	1 717,1	2 037,7
ZONE EURO	1 582,8	1 549,0	1 456,1	1 574,5	1 890,5
France	632,4	624,3	646,4	666,5	737,7
Allemagne	182,2	172,7	159,0	174,1	237,2
Italie	121,8	130,6	129,3	163,5	173,5
Pays-Bas	179,8	212,8	168,7	173,4	175,6
Belgique	153,6	125,6	90,6	120,9	266,1
Autres	313,0	282,9	262,2	276,0	300,3
AUTRES PAYS DE L'UE	111,4	99,5	283,5	142,6	147,2
AUTRES PAYS D'EUROPE	356,4	394,0	307,6	455,2	567,2
Royaume-Uni	91,7	111,5	85,8	94,5	97,1
Suisse	20,0	36,8	28,4	29,1	28,6
Russie	48,3	73,7	67,3	67,0	125,5
Autres	196,3	171,9	126,1	264,7	316,1
AFRIQUE	1 151,2	1 391,3	1 413,7	1 485,3	1 485,8
UEMOA	123,2	99,1	148,9	159,9	167,6
Bénin	7,7	6,1	5,7	5,9	6,2
Burkina	6,6	6,5	7,6	8,9	10,5
Côte d'Ivoire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée-Bissau	3,6	2,2	2,6	10,9	8,8
Mali	2,8	4,1	3,5	5,4	8,7
Niger	3,3	3,2	5,3	4,4	7,2
Sénégal	87,6	74,5	100,9	121,4	122,0
Togo	11,6	2,3	13,7	2,9	4,3
CEDEAO (hors UEMOA)	688,7	903,3	903,6	971,9	837,0
Nigeria	622,3	839,9	826,3	860,8	695,5
Ghana	51,3	55,1	67,6	96,2	126,0
Autres	15,0	8,2	9,7	14,9	15,5
CEMAC	9,8	10,7	3,3	3,1	1,9
Cameroun	1,6	3,9	0,4	2,8	0,8
Gabon	1,8	1,3	0,1	0,1	0,1
Autres	6,4	5,5	2,8	0,1	1,1
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	329,5	378,2	357,8	350,4	479,3
Afrique du Sud	61,9	67,1	61,2	61,1	68,0
Maroc	103,1	85,2	113,0	133,9	169,2
Tunisie	28,8	48,5	36,0	28,2	47,8
Algérie	8,3	8,7	20,8	10,9	41,1
Libye	0,9	3,4	0,0	0,0	0,0
Egypte	26,7	29,0	26,1	28,4	74,0
Autres	99,8	136,2	100,8	87,9	79,1
AMERIQUE	334,3	471,2	523,8	453,9	788,6
USA	215,6	192,6	304,2	240,5	374,0
Canada	12,1	10,9	14,9	14,8	18,4
Bésil	41,8	34,7	43,9	46,4	88,8
Autres	64,9	233,0	160,8	152,1	307,4
ASIE	1 738,6	1 951,8	2 000,3	1 885,6	2 604,9
Chine	762,5	911,9	1 052,5	905,5	1 202,1
Japon	122,1	117,5	90,3	106,1	160,2
Inde	261,9	268,9	257,9	304,4	460,9
Pakistan	24,2	27,5	30,1	19,2	33,8
Emirats Arabes Unis	35,7	30,1	45,3	60,2	56,0
Thaïlande	153,9	140,9	70,8	67,6	96,9
Autres pays asiatiques	378,3	454,9	453,2	422,5	595,1
Autres pays	40,7	56,4	126,8	43,2	143,8
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	5 315,4	5 913,1	6 111,8	6 040,3	7 628,0

Sources : DGD, BCEAO

Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Transport	-755,1	-792,7	-807,6	-811,9	-1 102,4
Dont fret	-720,9	-827,7	-836,7	-855,8	-1 151,5
Voyage	6,1	15,0	28,5	-25,8	-6,2
Autres services	-625,7	-500,5	-534,1	-549,8	-562,5
Total services nets	-1 374,6	-1 278,3	-1 313,2	-1 387,5	-1 671,1

Source : BCEAO

Annexe 1.14 : Evolution du compte du revenu primaire de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Rémunérations des salariés	41,6	40,6	33,6	34,8	34,8
Revenus des investissements	-944,8	-956,7	-1 030,5	-1 105,1	-1 293,4
Dont intérêts sur la dette publique	-175,8	-228,0	-299,3	-390,3	-455,0
Autres revenus primaires	9,5	11,2	11,1	7,5	17,9
Revenu primaire net	-893,7	-904,9	-985,8	-1 062,8	-1 240,7

Source : BCEAO

Annexe 1.15 : Evolution du compte du revenu secondaire de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

Poste	2017	2018	2019	2020	2021
Administration publique	88,6	86,5	94,4	22,6	10,5
Dont aide budgétaire reçue	150,9	158,7	167,5	91,9	92,3
Autres secteurs	-388,7	-395,8	-432,1	-425,2	-385,7
Dont envois de fonds des travailleurs	-354,9	-366,6	-373,5	-384,0	-351,7
Revenu secondaire net	-300,1	-309,3	-337,8	-402,6	-375,1

Source : BCEAO

Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	-3,1	-2,3	-1,0	-0,9
Transferts de capital	111,9	87,8	107,6	101,4	92,5
Administration publique	115,2	87,4	107,4	101,4	92,3
Dont remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	-3,4	0,3	0,1	0,0	0,2
Solde du compte de capital	111,8	84,7	105,3	100,4	91,6

Source : BCEAO

Annexe 1.17 : Evolution du compte financier (optique BCEAO) de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Investissements directs	-173,6	-264,2	-433,4	-409,6	-614,0
Investissements de portefeuille	-783,6	-888,7	-9,6	-531,7	-751,5
Dérivés financiers	-3,0	0,5	0,1	0,0	0,8
Autres investissements	463,5	-318,7	-721,4	-700,5	-1 230,7
Solde du compte financier	-496,6	-1 471,1	-1 164,2	-1 641,8	-2 595,4

Source : BCEAO

Annexe 1.18 : Ventilation géographique des investissements directs étrangers reçus de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
EUROPE	266,0	195,8	184,3	144,9	208,5
ZONE EURO	224,4	126,7	165,6	183,5	197,1
Allemagne	-0,3	-2,0	-1,3	-6,1	1,5
Belgique	73,0	-5,8	21,1	41,1	27,8
France	126,5	109,8	126,1	106,5	149,2
Italie	0,1	-0,1	-6,7	44,6	41,8
Pays-Bas	12,9	23,8	7,1	36,4	-15,5
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AUTRES PAYS D'EUROPE	41,6	69,0	18,7	-38,5	11,4
Suisse	34,2	12,5	4,4	12,4	4,8
Russie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Royaume-Uni	-31,5	57,7	-85,7	57,9	10,2
Autres	0,0	-0,1	0,1	-0,1	0,0
AFRIQUE	136,5	100,5	116,7	107,4	177,0
UEMOA	14,6	38,2	34,7	49,0	50,2
Bénin	-0,2	-2,0	0,0	-0,1	8,3
Burkina	-1,1	5,9	9,1	6,9	14,4
Côte d'Ivoire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mali	-0,2	12,1	-1,7	12,9	10,1
Niger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sénégal	7,9	0,3	14,2	13,3	7,9
Togo	9,3	20,6	9,3	13,9	9,4
CEDEAO (hors UEMOA)	17,7	14,0	37,0	26,8	47,6
Ghana	1,4	0,1	0,0	-2,7	3,0
Nigeria	16,2	13,9	36,4	31,6	44,3
Autres	0,1	0,1	0,6	-2,0	0,0
CEMAC	3,6	8,0	7,4	1,9	4,9
Cameroun	0,0	-2,4	5,5	0,5	1,3
Gabon	3,7	10,2	2,0	1,5	1,4
Autres	-0,1	0,2	-0,2	0,0	0,0
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	100,6	40,2	37,6	29,6	0,1
Afrique du Sud	3,3	7,2	23,3	16,8	12,3
Algérie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Egypte	-0,5	2,1	0,0	-0,9	1,8
Libye	-4,9	1,8	-2,6	8,1	2,7
Maroc	96,2	23,0	-3,1	-32,3	10,0
Tunisie	1,0	2,2	2,0	-0,1	-0,6
Autres	5,4	3,9	18,0	38,1	0,0
AMERIQUE	152,2	39,5	169,3	26,7	49,0
Brésil	0,0	0,0	0,0	0,1	-0,1
Canada	96,6	17,1	157,8	19,7	43,5
USA	64,8	12,6	-2,6	3,0	17,5
Autres	-9,2	9,8	14,1	3,9	-11,9
ASIE	-3,7	45,5	63,3	151,8	98,9
Chine	16,3	2,9	20,8	29,1	22,5
Emirats Arabes Unis	0,4	1,4	-1,9	4,6	3,6
Inde	1,3	0,6	0,6	1,2	0,5
Japon	-1,0	3,4	-0,7	-0,5	1,4
Pakistan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Singapour	13,6	18,4	27,7	98,1	45,5
Thaïlande	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Autres pays asiatiques	-34,3	19,0	16,7	19,3	25,4
Autres pays	15,2	-36,7	-36,1	-20,5	238,7
TOTAL	566,1	344,6	497,4	410,3	772,2

Source : BCEAO

Annexe 1.19 : Variation de la position extérieure globale nette en 2021

(En milliards de FCFA)

Postes	Début de période	Flux BP*	Autres flux	Fin de période
Stock d'actifs financiers (A)	9 697,0	2 048,7	41,7	11 787,5
Investissements directs	1 338,8	158,2	0,5	1 497,5
Investissements de portefeuille	1 442,3	371,7	0,0	1 814,0
Dérivés financiers	5,7	0,8	0,0	6,4
Autres investissements	1 901,2	347,9	13,1	2 262,3
Autres titres de participaton	115,1	17,6	0,0	132,7
Monnaie fiduciaire et dépôts	737,4	61,5	12,9	811,8
Prêts	339,3	222,5	0,0	561,8
Régime d'assurance, de pension et de garantie	8,5	2,5	0,0	11,0
Crédits commerciaux	671,0	44,1	0,2	715,3
Autres comptes à payer/à recevoir	30,0	-0,3	0,0	29,8
Avoirs de réserves	5 009,0	1 170,2	28,1	6 207,3
Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	898,8	372,8	57,6	1 329,2
Position de réserve au FMI	-9,6	164,1	-29,5	125,0
Autres avoirs de réserve	4 118,0	633,3	0,0	4 751,3
Stocks de passifs financiers (B)	23 490,6	3 548,6	172,4	27 211,6
Investissements directs	6 519,7	772,1	0,1	7 291,9
Investissements de portefeuille	6 087,4	776,6	102,3	6 966,4
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	10 883,5	1 999,8	70,1	12 953,3
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	717,3	64,7	0,0	782,1
Prêts	8 246,3	908,2	37,2	9 191,7
Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,1	0,1	0,0	0,3
Crédits commerciaux	828,1	304,0	0,0	1 132,1
Autres comptes à payer/à recevoir	850,2	238,6	0,0	1 088,8
Droits de tirage spéciaux	241,4	484,1	32,9	758,4
Position extérieure globale nette (A) - (B)	-13 793,6	-1 499,8	-130,7	-15 424,2

Source : BCEAO

Annexe 2.1: Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Avoirs	3 389,9	3 646,4	4 334,9	5 009,0	6 207,3
- Position de réserve	31,7	79,5	68,0	-9,6	125,0
- DTS détenus	219,6	288,4	353,6	898,8	1 329,2
- Autres créances	3 138,6	3 278,6	3 913,2	4 119,8	4 753,1
Engagements	1 839,2	1 944,2	2 230,3	2 619,9	3 263,1
- Engagements extérieurs de court terme	708,4	791,2	870,5	1 401,6	1 364,3
<i>dont crédits FMI</i>	708,4	791,2	870,5	1 401,6	1 364,3
- Autres engagements	1 130,8	1 152,9	1 359,8	1 218,3	1 898,8
Avoirs extérieurs nets	1 550,7	1 702,3	2 104,5	2 389,1	2 944,2

Source : BCEAO

Annexe 2.2 : Evolution des avoirs et engagements des banques de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Avoirs	1 468,9	1 280,4	1 482,5	1 613,0	2 249,2
- Banques	1 468,9	1 280,4	1 482,5	1 613,0	2 249,2
Engagements	1 256,9	950,6	1 087,4	862,3	987,1
- Banques	1 256,9	950,6	1 087,4	862,3	987,1
Position monétaire extérieure	212,1	329,8	395,1	750,7	1 262,1

Source : BCEAO

Annexe 2.3 : Evolution de la variation des avoirs extérieurs nets des Institutions monétaires de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Variation des avoirs extérieurs nets des banques	-142,4	117,7	65,3	355,6	511,5
Variation des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale	190,5	151,6	400,1	284,5	555,1
Solde monétaire	48,1	269,3	465,4	640,1	1 066,6
<i>Réévaluation</i>	51,7	-15,3	-12,3	33,1	-29,0
Solde global de la balance des paiements	-3,6	284,6	477,7	607,0	1 095,6

Source : BCEAO

Annexe 2.4 : Composition des exportations (statistiques douanières hors biens exceptionnels) de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA, sauf indications contraires)

Types de produits	2017	2018	2019	2020	2021
Produits primaires	4 401,3	4 148,9	4 844,8	4 792,5	5 598,8
part dans les exportations douanières	59,5%	64,0%	63,3%	65,9%	67,0%
Agriculture, Élevage, Pêche	38,8	35,3	41,2	40,6	42,1
part dans les exportations douanières	0,5%	0,6%	0,5%	0,6%	0,5%
part dans les produits primaires	0,8%	0,9%	0,9%	0,9%	0,8%
Agriculture Industrielle et d'Exportation	3 476,5	3 210,3	3 542,9	3 558,7	4 209,2
part dans les exportations douanières	46,0%	50,6%	49,0%	48,2%	50,4%
part dans les produits primaires	77,2%	79,0%	77,4%	73,1%	75,2%
Produits miniers	885,9	903,2	1 260,7	1 193,2	1 347
part dans les exportations douanières	13,1%	12,9%	13,8%	17,2%	16,1%
part dans les produits primaires	22,0%	20,1%	21,8%	26,0%	24,1%
Produits transformés	2 471,6	2 403,7	2 502,2	2 348,1	2 752,9
part dans les exportations douanières	40,5%	36,0%	36,7%	34,1%	33,0%
Produits de la première transformation	1 320,3	1 226,7	1 261,6	1 367,2	1 563,7
part dans les exportations douanières	21,6%	19,2%	18,7%	17,2%	18,7%
part dans les produits transformés	53,5%	53,4%	51,0%	50,4%	56,8%
Conserves et Préparation Alimentaires	197,6	177,6	155,7	166,5	157,5
part dans les exportations douanières	3,0%	2,9%	2,7%	2,1%	1,9%
part dans les produits transformés	7,4%	8,0%	7,4%	6,2%	5,7%
Produits manufacturés	953,7	999,5	1 085,0	814,4	1 031,7
part dans les exportations douanières	15,8%	13,9%	15,3%	14,8%	12,4%
part dans les produits transformés	39,1%	38,6%	41,6%	43,4%	37,5%
Total exportations commerce général Douanes	6 872,9	6 552,6	7 347,0	7 140,7	8 351,7

Sources : DGD, BCEAO

Annexe 2.5 : Composition des importations (statistiques douanières hors biens exceptionnels) de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA, sauf indications contraires)

Types de produits	2017	2018	2019	2020	2021
Produits alimentaires	1 136	1 236	1 230	1 251	1 696
part dans les importations	19,9%	21,4%	20,9%	20,1%	22,2%
Poissons	320,3	334,6	334,5	359,4	440,1
part dans les importations	5,2%	6,0%	5,7%	5,5%	5,8%
part dans les produits alimentaires	25,9%	28,2%	27,1%	27,2%	25,9%
Riz semi-blanchi	327,2	383,2	353,3	316,3	405,1
part dans les importations	6,0%	6,2%	6,5%	5,8%	5,3%
part dans les produits alimentaires	30,4%	28,8%	31,0%	28,7%	23,9%
Blé tendre	96,2	98,7	107	115	138
part dans les importations	1,7%	1,8%	1,7%	1,8%	1,8%
part dans les produits alimentaires	8,5%	8,5%	8,0%	8,7%	8,1%
Autres biens de consommation	1 319,7	1 312,2	1 347,7	1 413,6	1 854,0
part dans les importations	29,9%	33,4%	29,9%	29,3%	24,3%
Produits pharmaceutiques	191,8	210,8	212	228	273
part dans les importations	4,0%	3,6%	3,6%	3,5%	3,6%
part dans les autres biens de consommation	13,5%	10,8%	11,9%	11,8%	14,7%
Plastiques	275,9	256,1	274,8	295,4	366,2
part dans les importations	4,6%	5,2%	4,3%	4,5%	4,8%
part dans les autres biens de consommation	15,5%	15,6%	14,5%	15,3%	19,7%
Produits énergétiques	925,2	1 317,9	1 315,3	1 184,8	1 335,5
part dans les importations	17,4%	22,3%	21,5%	19,6%	17,5%
Pétrole brut	471,9	859,8	870,4	825,7	766,8
part dans les importations	12,0%	8,9%	14,5%	14,2%	10,1%
part dans les produits énergétiques	51,0%	65,2%	66,2%	69,7%	57,4%
Produits pétroliers	453,2	458,1	444,9	359,1	568,6
part dans les importations	8,5%	7,7%	7,3%	5,9%	7,5%
part dans les produits énergétiques	49,0%	34,8%	33,8%	30,3%	42,6%
Biens intermédiaires	932,8	1 033,2	1 124,5	1 075,0	1 436,4
part dans les importations	29,2%	26,4%	32,0%	32,6%	18,8%
Produits chimiques	120,4	127,0	145,7	133,5	145,2
part dans les importations	2,1%	2,3%	2,1%	2,4%	1,9%
part dans les biens intermédiaires	7,1%	8,6%	6,7%	7,3%	10,1%
Fer, fonte et acier	255,1	324,3	334,8	316,5	445,3
part dans les importations	5,0%	4,8%	5,5%	5,5%	5,8%
part dans les biens intermédiaires	17,0%	18,2%	17,1%	16,8%	31,0%
Biens d'équipement	1 001,3	1 013,9	1 094,2	1 115,8	1 405,6
part dans les importations	21,0%	18,8%	17,1%	17,9%	18,4%
Machines mécaniques	456,9	468,2	502	512	637
part dans les importations	8,9%	8,6%	7,9%	8,2%	8,4%
part dans les biens d'équipement	42,6%	45,6%	46,2%	45,8%	45,3%
Matériel de transport routier	201,2	195,2	211	241	386
part dans les importations	3,4%	3,8%	3,3%	3,5%	5,1%
part dans les biens d'équipement	16,0%	20,1%	19,3%	19,3%	27,5%
Total importations CAF, commerce général douanes	5 315,4	5 913,1	6 111,8	6 040,3	7 628,0

Sources : DGD, BCEAO

Annexe 2.6 : Exportations de services de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Transport	132,5	213,6	229,6	172,5	207,0
dont fret	56,4	58,3	63,6	60,9	64,7
Voyage	230,6	246,3	262,8	95,6	140,7
Autres services	202,1	188,1	188,6	153,1	157,1
Total services nets	565,2	648,1	680,9	421,2	504,7

Source : BCEAO

Annexe 2.7 : Importations de services de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Transport	-887,7	-1 006,4	-1 037,2	-984,3	-1 309,4
dont fret	-777,3	-885,9	-900,3	-916,7	-1 216,2
Voyage	-224,4	-231,3	-234,3	-121,4	-146,9
Autres services	-827,7	-688,7	-722,7	-702,9	-719,6
Total services importés	-1 939,8	-1 926,3	-1 994,1	-1 808,7	-2 175,9

Source : BCEAO

Annexe 2.8 : Exportations de marchandises par principaux produits de 2017 à 2021

(en milliards f.c.f.a., tonnes, mwh)

EXPORTATIONS	ANNEES									
	2017		2018		2019		2020		2021	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
PRODUITS PRIMAIRES	4 401,3	6 113 094	4 148,9	6 673 668	4 844,8	8 663 804	4792,5	8 405 486	5 598,8	8 539 981
Agriculture, Elevage, Pêche	38,8	190 674	35,3	148 119	41,2	163 949	40,6	246 929	42,1	219 339
Riz	5,2	31 257	2,9	11 371	5,2	18 832	8,1	30 010	7,8	27 635
Légumes et tubercules alimentaires	1,1	14 469	1,2	16 725	1,7	23 722	2,1	41 781	2,6	47 511
Pêche	4,9	5 442	5,6	6 533	11,3	12 445	6,4	8 528	2,8	3 673
Crustacés, mollusques	1,8	1 109	2,0	939	1,5	1 119	1,0	957	1,2	896
Mangues fraîches	13,8	40 477	14,7	40 301	14,0	40 233	12,5	35 124	16,8	47 321
Papayes fraîches	0,0	1 046	0,0	1 016	0,0	794	0,0	658	0,0	656
Autres fruits et produits de l'élevage	12,0	96 876	8,9	71 234	7,5	66 805	10,4	129 872	11,0	91 648
<i>Dont Elevage et chasse</i>	<i>0,0</i>	<i>32</i>	<i>0,0</i>	<i>1</i>	<i>0,0</i>	<i>0</i>	<i>0,0</i>	<i>0</i>	<i>0,0</i>	<i>1</i>
<i>Céréales</i>	<i>8,1</i>	<i>73 033</i>	<i>1,0</i>	<i>24 925</i>	<i>1,2</i>	<i>17 800</i>	<i>3,5</i>	<i>77 810</i>	<i>2,0</i>	<i>31 826</i>
Agriculture Industrielle et d'Exportation	3 476,5	3 573 917	3 210,3	3 722 573	3 542,9	4 248 516	3558,7	4 236 742	4 209,2	4 689 128
<i>Hors cacao</i>	<i>1 419,6</i>	<i>2 063 798</i>	<i>1 408,6</i>	<i>2 196 979</i>	<i>1 448,0</i>	<i>2 626 767</i>	<i>1473,2</i>	<i>2 750 691</i>	<i>1 829,6</i>	<i>3 079 444</i>
Café vert	41,5	39 962	76,6	76 796	95,1	108 579	51,7	66 290	20,4	26 343
Cacao fèves	2 056,9	1 510 119	1 801,7	1 525 594	2 094,9	1 621 749	2085,5	1 486 051	2 379,5	1 609 684
Noix de cajou	606,5	624 151	585,7	654 327	428,2	609 073	487,7	691 289	520,4	849 892
Ananas frais	7,2	31 944	6,7	30 470	6,9	32 064	6,1	26 063	8,5	30 917
Banane	88,1	394 296	96,8	404 184	98,8	449 618	92,3	457 379	111,2	482 870
Cola	1,1	17 449	1,0	14 480	1,5	23 309	1,4	23 121	1,6	26 539
Coton en masse	120,1	137 649	158,8	165 433	211,9	211 566	164,9	187 124	235,9	257 696
Graines d'oléagineux	1,9	1 409	2,6	1 409	2,2	1 491	2,2	1 985	2,1	4 495
Graines de coton	9,3	108 200	10,8	117 420	13,7	259 313	14,7	163 680	14,5	127 596
Caoutchouc	489,7	663 550	419,9	690 471	531,9	879 470	598,0	1 098 478	853,6	1 219 210
Bois en grumes	0,0	17	0,0	32	0,0	54	0,0	0	0,0	2
Tabac	45,2	6 297	36,9	4 523	44,5	5 201	46,9	5 656	50,3	6 248
Coco	3,5	18 991	0,2	1 973	0,6	3 786	0,9	4 507	1,0	4 059
<i>Graine de karité</i>	<i>1,7</i>	<i>9 280</i>	<i>5,4</i>	<i>23 169</i>	<i>8,6</i>	<i>29 998</i>	<i>2,5</i>	<i>6 955</i>	<i>5,2</i>	<i>20 488</i>
Produits miniers	885,9	2 348 503	903,2	2 802 976	1 260,7	4 251 339	1193,2	3 921 815	1 347,5	3 631 513
Pétrole brut	363,2	1 679 929	392,3	1 390 601	528,4	2 040 778	256,4	1 446 485	316,4	1 178 770
Or	489,9	25	444,1	24	631,3	32	84,2	39	949,7	44
Autres perles, pierres précieuses	31,5	668 542	66,0	1 412 350	100,5	2 210 530	94,5	2 475 291	81,0	2 452 699
Diamant	1,2	6	0,8	0	0,6	0	0,1	0	0,4	0
Phosphate	0,0	2	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0
PRODUITS TRANSFORMES	2 471,6	3 311 230	2 403,7	3 399 397	2 502,2	4 138 210	2348,1	3 563 680	2 752,9	3 879 251
Produits de la première transformation	1 320,3	1 148 381	1 226,7	1 138 520	1 261,6	1 187 978	1367,2	1 145 135	1 563,7	1 298 549
Cacao transformé	847,7	464 988	730,6	458 125	804,8	482 780	886,0	487 025	934,6	507 015
Café transformé	34,8	4 540	38,4	5 459	38,1	5 813	38,7	6 351	44,4	7 209
Poisson fumé	0,0	84	0,0	214	0,0	162	0,0	71	0,1	75
Huile de palme	93,6	171 930	104,8	226 610	118,1	281 227	122,9	227 734	195,9	307 619
Huile de coco	5,4	10 003	5,1	7 849	4,2	11 028	6,6	12 539	3,6	4 920
Amande de cajou	40,8	8 141	53,2	9 736	38,9	11 223	36,9	13 513	76,4	28 263
Bois transformé	84,1	223 874	72,4	217 050	68,9	214 336	60,2	210 825	97,5	240 667
Métaux communs	6,3	10 405	6,9	13 884	3,2	13 023	7,8	7 871	4,4	16 695
Ouvrages en métaux	3,0	1 173	2,7	1 312	2,2	947	4,2	958	3,1	924
Fer, fonte, acier et ouvrages en acier	31,3	115 989	30,2	56 279	19,3	38 377	22,2	26 834	14,9	26 659
Produits chimiques	29,0	27 602	31,6	25 273	29,9	25 252	34,7	35 007	28,2	33 143
Huiles essentielles et extraits végétaux	144,2	109 615	150,5	116 718	133,9	103 793	147,0	116 391	160,4	125 341
Perles, pierres gemmes	0,1	37	0,1	12	0,1	17	0,0	17	0,3	18
Conserves et Préparation Alimentaires	197,6	215 851	177,6	227 344	155,7	213 851	166,5	234 772	157,5	198 642
Conserves de thon	88,1	29 458	78,3	26 399	58,8	20 760	59,8	21 152	42,5	16 313
Lait et produits de la laiterie	6,1	7 218	2,9	3 248	2,7	2 705	3,1	3 043	3,5	2 351
Sucre	2,5	4 311	6,7	12 225	3,6	6 314	0,3	240	0,1	132
Sucrieries	5,5	3 347	4,1	2 372	3,9	2 197	2,7	1 342	3,6	1 658
Jus d'ananas	1,1	2 323	0,7	1 594	0,5	1 050	0,5	1 173	1,3	1 478
Huile de palmitiste	10,1	15 665	7,9	16 760	7,6	20 207	5,3	12 436	16,0	22 303
Préparations alimentaires diverses	36,9	28 490	30,9	29 117	31,5	29 641	34,8	33 915	36,3	31 437
Produits de la minoterie	11,7	67 373	12,4	75 874	12,3	71 582	15,7	89 639	5,5	50 845
Préparation à base de céréales	20,5	57 623	19,3	59 716	21,7	59 353	27,6	71 788	27,7	72 079
Autres conserves et préparations	15,1	42	14,5	39	13,2	43	16,7	45	20,9	49
<i>Dont: Conserves d'ananas</i>	<i>0,1</i>	<i>87</i>	<i>0,2</i>	<i>509</i>	<i>0,3</i>	<i>692</i>	<i>1,3</i>	<i>2 014</i>	<i>1,3</i>	<i>2 222</i>
<i>Boisson</i>	<i>9,1</i>	<i>15 480</i>	<i>7,1</i>	<i>10 251</i>	<i>6,1</i>	<i>6 571</i>	<i>8,4</i>	<i>7 263</i>	<i>11,7</i>	<i>12 987</i>
<i>Viandes et abats</i>	<i>0,1</i>	<i>48</i>	<i>0,3</i>	<i>129</i>	<i>0,2</i>	<i>92</i>	<i>0,2</i>	<i>73</i>	<i>0,1</i>	<i>299</i>
Produits manufacturés	953,7	1 946 997	999,5	2 033 533	1 085,0	2 736 380	814,4	2 183 774	1 031,7	2 382 059
Electricité (t/mwh)	112,2	0	92,5	0	67,1	0	77,5	0	83,3	0
Produits pétroliers	442,5	1 508 227	559,2	1 601 219	673,3	1 955 569	415,2	1 627 943	575,0	1 675 714
Savon	65,6	133 449	59,7	139 887	55,6	141 353	57,8	142 371	67,3	156 762
Ciment	0,7	11 528	3,9	56 289	4,6	68 391	7,8	132 420	13,1	252 290
Tissus en coton	12,8	1 328	13,6	1 323	14,9	1 531	13,0	1 270	14,9	1 454
Textiles et chaussures	56,7	63 536	47,5	56 425	48,3	57 122	47,7	57 195	53,4	62 155
Plastiques	130,2	127 861	83,6	84 556	77,5	76 081	73,6	77 598	82,2	77 971
Engrais	8,5	37 315	3,8	34 791	14,9	77 961	15,2	77 601	21,3	87 272
Papiers, cartons et produits de l'édition	28,4	33 330	30,7	33 656	35,5	38 925	34,4	45 058	40,0	45 810
Céramiques, verre et perles	0,5	6 825	0,5	5 038	0,2	1 042	0,3	2 530	1,0	9 466
Matériels pour voies ferrées	3,4	642	1,0	429	0,8	637	0,5	373	0,3	208
Véhicules automobiles	6,2	2 424	4,9	1 994	18,1	2 672	5,2	1 781	6,1	2 374
Appareils mécaniques et électriques	47,2	20 135	48,5	17 417	31,1	11 159	30,5	17 272	27,6	9 843
Appareils de navigation maritime et aérien	1,2	104	2,1	65	1,0	36	0,3	19	4,4	52
Appareils de précision et d'optique	2,5	120	10,8	225	5,2	307	4,0	124	5,9	460
Divers	35,1	174	37,1	218	36,8	303 595	31,6	217	35,9	228
<i>Dont Armes et munitions</i>	<i>0,0</i>	<i>0</i>	<i>0,0</i>	<i>0</i>	<i>8,2</i>	<i>1 036</i>	<i>0,0</i>	<i>0</i>	<i>0,0</i>	<i>0</i>
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	6 872,9	9 424 324	6 552,6	10 073 065	7 347,0	12 802 014	7140,7	11 969 167	8 351,7	12 419 231
Hors cacao	4 608,7	8 086 913	4 816,0	7 914 205	5 252,1	11 180 265	5055,2	10 483 116	5 972,2	10 809 547
Hors café/cacao	4 541,3	8 013 504	4 774,4	7 874 243	5 157,0	11 071 686	5003,4	10 416 826	5 951,7	10 783 205
Hors produits traditionnels	4 422,8	7 827 334	4 654,4	7 736 576	4 945,1	10 860 065	4838,6	10 229 701	5 715,8	10 525 506
Hors produits pétroliers	5 904,8	7 131 361	6 430,4	7 916 097	6 673,7	10 846 445	6 725,4	10 341 224	7 776,6	10 743 518
Hors pétrole et produits pétroliers	5 559,2	5 183 968	6 067,2	6 236 169	6 145,3	8 805 667	6 469,0	8 894 739	7 460,2	9 564 747
Hors pétrole et café/cacao	4 195,8	6 066 112	4 411,2	6 194 314	4 628,7	9 030 908	4 747,0	8 970 341	5 635,3	9 604 434
Hors produits pétroliers et café/cacao	4 019,0	6 002 315								

Annexe 2.9 : Importations de marchandises par principaux produits de 2017 à 2021

(valeurs en milliards fca, quantité en tonnes, mwh)

IMPORTATIONS	ANNEES									
	2017		2018		2019		2020		2021	
	Valeur	Quantité								
BIENS DE CONSOMMATION	2 456,1	5 109 757,3	2 548,1	5 369 172,1	2 577,9	5 015 292,4	2 664,7	5 015 018,7	4 019,2	7 399 716,9
PRODUITS ALIMENTAIRES	1 136,4	3 572 841,8	1 236,0	3 928 616,5	1 230,2	3 767 560,9	1 251,1	3 670 053,6	1 596,6	4 455 788,5
Produits laitiers	47,7	25 058,9	44,2	24 528,4	49,8	23 977,5	56,9	28 508,3	74,4	37 795,5
Fruits et légumes frais	41,4	290 493,2	42,9	309 189,3	43,2	320 760,1	49,8	365 254,6	57,2	451 463,2
Dont: Noix de cola	0,0	17,8	0,0	4,6	0,0	39,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Viandes et abats comestibles	46,4	111 014,6	49,2	118 133,8	49,8	120 284,5	60,9	145 254,5	75,7	168 002,1
Viande, poissons en conserves	3,3	1 847,6	4,1	3 258,7	4,3	3 713,2	4,0	2 921,7	5,8	5 845,5
Poissons	320,3	530 441,5	334,6	590 231,9	334,5	575 189,6	359,4	613 924,2	440,1	683 684,7
Riz semi-blanchi	327,2	1 338 285,3	383,2	1 492 978,5	353,3	1 338 979,1	316,3	1 110 407,2	405,1	1 441 030,7
Blé tendre	96,2	648 983,9	98,7	644 188,8	107,4	650 738,4	115,5	681 815,0	136,2	694 176,4
Autres céréales	2,6	23 093,2	5,6	55 926,1	3,4	36 909,1	4,4	34 829,5	22,4	144 654,2
Farine	30,7	105 630,5	30,2	118 229,9	30,4	113 286,5	34,6	120 857,0	47,7	153 481,7
Graisses et huiles végétales ou animales	19,9	25 045,2	61,2	144 489,7	37,4	82 194,2	30,5	52 649,3	37,2	43 137,2
Sucre	25,4	83 488,4	13,6	50 144,1	15,9	58 378,0	17,9	59 157,7	30,7	93 764,9
Préparations alimentaires diverses	28,6	38 846,8	25,8	39 164,2	27,6	24 616,4	29,1	24 606,8	43,5	40 124,8
Boissons	53,5	106 900,4	54,1	103 420,1	58,0	111 805,7	63,4	124 409,0	83,4	197 072,8
Autres produits alimentaires	93,1	243 712,2	88,4	234 733,1	115,4	306 728,6	108,3	305 458,9	135,2	301 554,6
AUTRES BIENS DE CONSOMMATION	1 319,7	1 536 915,5	1 312,2	1 440 555,6	1 347,7	1 247 731,4	1 413,6	1 344 965,1	1 854,0	1 499 707,4
Vêtements	18,8	10 473,5	20,0	11 403,2	19,5	11 106,3	18,3	8 866,4	21,0	11 757,5
Produits pharmaceutiques	191,8	13 926,2	210,8	15 234,0	212,1	16 060,7	228,0	17 274,4	273,3	16 956,4
Tabac	78,3	8 635,2	81,6	9 936,3	93,3	13 145,3	72,3	7 682,6	99,6	12 662,0
Librairie	13,2	4 384,1	14,2	4 795,0	13,1	5 040,3	18,5	4 941,1	21,2	6 239,8
Plastiques	275,9	330 000,6	256,1	307 359,9	274,8	367 728,2	295,4	420 395,6	366,2	406 157,4
Caoutchouc	52,0	45 389,6	50,4	44 791,4	58,6	52 652,3	58,7	56 494,8	64,7	58 632,9
Automobiles	166,6	68 060,1	161,1	54 600,7	139,5	24 039,6	144,2	26 824,1	246,3	45 705,4
Appareil électroménagers	129,1	44 538,3	151,4	50 346,1	138,8	53 988,2	151,0	61 572,8	164,2	74 704,6
Produits divers des industries chimiques	115,1	78 721,9	138,4	85 129,6	145,4	90 055,5	154,5	105 997,5	191,7	110 173,5
Minéraux, scories et cendres	12,4	579 262,7	13,7	570 873,3	5,5	265 036,6	5,0	260 844,4	6,6	233 949,7
Autres biens de consommation	266,6	353 523,2	214,3	286 086,0	247,1	348 878,4	267,7	374 071,4	399,3	522 768,2
PRODUITS ENERGETIQUES	925,2	3 352 946,2	1 317,9	4 151 617,6	1 315,3	4 022 998,2	1 184,8	4 710 087,2	1 335,5	4 074 869,2
Pétrole brut	471,9	1 946 073,1	859,8	2 955 795,3	870,4	2 824 196,6	825,7	3 470 953,8	766,8	2 630 648,2
Produits pétroliers	453,2	1 406 873,1	458,1	1 195 822,3	444,9	1 198 801,6	359,1	1 239 133,3	568,6	1 444 221,0
BIENS INTERMEDIAIRES	932,8	5 481 157,4	1 033,2	5 385 283,4	1 124,5	5 867 340,9	1 075,0	6 772 524,5	1 436,4	8 430 483,1
Produits chimiques	120,4	206 807,0	127,0	212 788,1	145,7	257 346,3	133,5	264 780,3	145,2	277 709,5
Coton	18,6	5 592,5	20,3	6 471,6	22,0	6 940,7	16,9	5 398,2	21,2	6 232,4
Autres fibres textiles	42,4	60 999,1	38,0	40 988,9	45,9	46 022,2	48,6	48 919,2	65,7	59 429,7
Fer, fonte et acier	255,1	454 372,8	324,3	476 770,2	334,8	508 854,4	316,5	590 464,4	445,3	704 521,4
Produits métalliques	79,4	39 594,0	119,9	45 862,7	104,0	46 501,9	89,3	50 852,0	111,5	59 708,4
Céramique, verre, pierre	60,8	333 291,1	59,5	333 416,3	70,1	415 043,7	78,1	458 066,3	96,1	522 269,8
Engrais	56,2	309 131,7	44,1	238 111,6	86,1	438 862,9	70,8	399 197,5	133,0	551 691,3
Clinker	85,7	3 030 147,1	94,0	3 140 790,2	97,8	3 071 359,3	100,8	3 671 794,6	154,3	4 786 266,8
Autres matériaux de construction	26,6	825 566,6	21,6	692 779,3	28,4	881 455,6	33,7	1 069 198,1	37,1	1 220 327,9
Papiers et cartons	95,2	180 888,8	90,1	158 567,0	94,0	161 260,3	91,7	178 352,6	117,1	199 511,4
Huiles essentielles et extraits végétaux	92,5	34 766,8	94,5	38 737,4	95,7	33 693,7	95,0	35 496,3	109,8	42 814,7
BIENS D'EQUIPEMENT	1 001,3	270 900,0	1 013,9	250 231,8	1 094,2	273 900,1	1 115,8	339 304,2	1 405,6	457 468,0
Hors autre Matériel de transport	742,9	154 372,9	791,6	150 798,1	869,5	173 600,0	837,1	204 986,7	998,1	263 691,4
Dont Machines mécaniques	456,9	117 358,6	468,2	107 517,6	501,5	124 547,8	511,7	143 118,6	637,4	189 874,0
Machines automatiques	24,9	1 493,3	28,4	1 607,0	31,7	1 123,4	29,1	1 812,9	24,9	4 618,8
Machines électriques	192,5	30 442,1	232,4	36 779,8	274,0	42 690,3	262,1	55 937,9	261,4	62 119,6
Instruments de précision	68,5	5 078,9	62,5	4 893,7	62,3	5 238,5	63,3	5 930,3	74,3	7 079,1
Matériel de transport routier	201,2	107 876,6	195,2	92 534,8	211,3	97 292,7	241,0	126 558,4	386,5	187 934,3
dont autres véhicules marchands	0,0		0,0	3,4	0,0	0,0	0,0	8,0	0,0	0,0
Mat. de transport navigation aérien	29,5	104,6	8,4	30,1	2,5	18,9	2,9	29,6	7,0	43,8
Mat. de transport navigation maritime	20,1	4 527,6	9,5	4 365,2	7,3	596,0	2,0	3 259,0	10,9	3 885,6
Matériels pour voies ferrées	7,6	4 018,3	9,2	2 503,6	3,5	2 392,5	3,7	2 657,6	3,1	1 913,0
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	5 315,4	14 214 760,9	5 913,1	15 156 308,4	6 111,8	15 179 530,6	6 040,3	16 834 277,1	7 628,0	18 918 316,2
Total hors pétrole brut	4 843,5	12 268 687,8	5 053,3	12 200 509,6	5 241,3	12 355 334,0	5 214,6	13 363 315,3	6 861,2	16 287 668,0
Total hors viande et tabac(2)	5 233,8	14 204 278,1	5 827,4	15 143 109,9	6 014,1	15 162 672,1	5 964,0	16 823 664,8	7 522,6	18 899 808,7
Total hors (1)+(2)	4 308,6	12 256 798,1	4 509,5	10 991 492,3	4 698,8	11 139 673,9	4 779,2	12 113 577,7	6 187,1	14 824 939,5
Total hors biens d'équipement	4 314,1	13 943 860,9	4 899,2	14 906 073,1	5 017,6	14 905 631,5	4 924,5	16 497 622,5	6 222,4	18 460 848,2
Total hors pétrole et biens d'équipement	3 842,2	11 997 787,7	4 039,4	11 950 277,8	4 147,1	12 081 434,9	4 098,8	13 026 668,7	5 455,6	15 830 200,0

Sources : DGD, BCEAO

Annexe 2.10 : Exportations à destination des autres pays de l'UEMOA de 2017 à 2021

(valeurs en milliards f.cfa, quantités en tonnes, mwh)

EXPORTATIONS	ANNEES									
	2017		2018		2019		2020		2021	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
PRODUITS PRIMAIRES	75,8	317 343,6	68,1	280 471,7	83,1	456 397,3	85,1	477 839,4	88,7	934 236,6
Agriculture, Elevage, Pêche	12,5	120 185,9	3,8	66 312,9	5,9	72 313,7	9,0	153 077,9	6,3	225 391,6
Riz	3,1	24 106,1	1,5	6 349,8	3,0	13 753,5	4,0	17 723,7	2,7	31 483,2
Légumes et tubercules alimentaires	0,7	13 539,5	0,7	15 070,9	0,9	17 063,6	0,9	29 528,0	1,2	46 591,6
Pêche	0,4	1 235,1	0,3	975,9	0,2	604,8	0,2	549,0	0,2	1 153,8
Crustacés, mollusques	0,0	293,1	0,0	15,8	0,0	31,8	0,0	264,5	0,0	296,3
Mangues fraîches	0,0	142,1	0,1	2 169,1	0,1	2 409,0	0,1	3 054,0	0,1	5 463,0
Papayes fraîches	0,0	950,0	0,0	974,9	0,0	793,1	0,0	657,7	0,0	1 450,8
Autres fruits et produits de l'élevage	8,2	79 920,0	1,3	40 756,5	1,7	37 657,9	3,8	101 295,1	2,1	138 953,0
Dont Elevage et chasse	0,0	31,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Céréales	8,0	71 143,9	0,7	23 240,9	1,0	15 879,6	3,2	74 787,6	1,2	90 667,2
Agriculture Industrielle et d'Exportation	63,3	197 157,7	64,3	214 158,9	77,2	384 075,5	76,2	324 761,4	82,4	708 836,9
Hors cacao	63,3	197 157,7	64,3	214 158,9	77,2	384 075,5	76,2	324 761,4	82,4	708 836,9
Café vert	0,0	19,2	3,0	3 020,2	2,4	2 645,4	1,1	1 526,3	1,2	4 171,7
Cacao fèves	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Noix de cajou	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas frais	0,1	616,9	0,1	922,3	0,1	1 029,6	0,3	1 410,4	0,5	2 440,0
Banane	8,3	62 477,6	12,8	72 542,0	15,5	93 902,2	14,3	122 972,5	16,2	216 874,7
Cola	0,5	8 610,2	0,6	9 341,0	0,8	14 165,9	1,0	17 953,9	1,1	32 119,8
Coton en masse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Graines d'oléagineux	0,0	73,9	0,0	385,3	0,1	614,8	0,1	359,0	0,2	973,8
Graines de coton	9,3	108 199,4	10,8	117 378,3	13,6	259 087,0	14,7	163 635,9	14,5	422 723,0
Caoutchouc	1,0	968,4	1,2	1 269,2	0,9	1 116,1	1,1	1 359,4	1,2	2 475,4
Bois en grumes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tabac	43,6	6 099,7	35,6	4 386,2	43,4	5 088,2	43,2	5 247,3	46,7	10 335,5
Coco	0,4	5 745,3	0,0	501,8	0,2	1 351,0	0,1	822,9	0,2	2 173,9
Autres	0,2	4 347,1	0,2	4 412,6	0,2	5 075,4	0,2	9 473,7	0,6	14 549,1
Produits miniers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,1	0,0	0,0	0,0	8,1
Pétrole brut	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Or	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres perles, pierres précieuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,1	0,0	0,0	0,0	8,1
Diamant	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRODUITS TRANSFORMES	719,7	1 315 305,0	806,0	1 461 462,1	915,7	1 956 892,3	860,0	1 983 015,2	950,2	3 939 907,5
Produits de la première transformation	191,6	315 168,9	204,0	326 229,6	191,2	314 571,7	221,7	348 775,7	228,1	663 347,5
Cacao transformé	0,8	538,0	1,0	915,2	1,7	1 630,3	2,2	2 273,4	2,9	3 903,7
Café transformé	20,3	2 642,1	24,1	3 498,4	24,1	3 682,7	27,1	4 523,1	30,7	8 205,7
Poisson fumé	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	0,0	1,1
Huile de palme	64,8	110 412,3	68,8	132 035,8	75,7	153 492,1	101,3	179 535,2	98,0	333 027,3
Huile de coco	1,7	4 985,7	2,8	4 466,8	0,5	1 392,6	3,8	6 233,6	1,8	7 626,2
Amande de cajou	0,0	0,0	0,1	31,2	0,0	15,9	0,0	0,0	0,0	15,9
Bois transformé	19,1	83 734,7	18,0	81 331,4	16,9	78 806,6	16,9	83 036,8	18,8	161 843,4
Métaux communs	2,0	999,5	1,8	851,4	0,3	152,4	0,3	218,6	0,4	371,0
Ouvrages en métaux	0,4	379,0	0,5	279,1	0,7	356,5	0,7	341,3	0,8	697,9
Fer, fonte, acier et ouvrages en acier	20,2	56 741,3	18,3	44 848,5	10,8	26 816,9	9,2	21 923,8	9,2	48 740,7
Produits chimiques	22,3	16 569,2	24,3	16 260,1	19,5	10 410,6	21,8	10 840,5	16,8	21 251,1
Huiles essentielles et extraits végétaux	39,9	38 138,3	44,4	41 711,4	41,0	37 814,7	38,6	39 847,5	46,6	77 662,2
Perles, pierres gemmes	0,1	28,7	0,0	0,2	0,0	0,5	0,0	0,7	0,0	1,2
Conserves et Préparation Alimentaires	76,9	143 404,3	67,9	155 487,5	65,1	147 133,9	72,1	169 234,3	67,9	316 368,2
Conserves de thon	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	1,0	0,0	0,2	0,0	1,1
Lait et produits de la laiterie	5,8	6 986,7	2,4	2 904,6	2,1	2 301,6	2,4	2 594,9	2,8	4 896,5
Sucre	2,5	4 265,5	6,7	12 210,6	3,6	6 290,5	0,2	219,8	0,1	6 510,3
Sucreries	2,9	1 775,0	3,0	1 801,8	2,7	1 675,2	2,4	1 195,2	3,0	2 870,4
Jus d'ananas	0,8	1 839,7	0,5	1 253,1	0,5	1 045,9	0,5	1 172,6	1,3	2 218,4
Huile de palme	1,9	2 546,0	1,5	3 017,3	3,4	9 852,4	1,3	3 484,4	2,9	13 336,7
Préparations alimentaires diverses	23,8	17 576,2	15,4	14 360,1	13,8	13 022,5	19,5	19 104,3	18,9	32 126,8
Produits de la minoterie	11,0	64 854,3	11,6	72 824,5	11,5	68 166,5	14,4	83 922,6	4,4	152 089,1
Préparation à base de céréales	15,5	43 521,9	15,7	47 080,4	17,8	44 741,5	20,6	57 505,1	20,7	102 246,6
Autres conserves et préparations	12,6	39,1	11,0	34,3	9,8	37,1	10,8	35,3	13,8	72,3
Dont: Conserves d'ananas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	25,5	0,0	25,5
Produits manufacturés	451,1	856 731,8	523,4	954 268,1	571,7	1 272 024,7	508,4	1 257 705,6	654,2	2 529 730,2
Electricité (Tmwh)	70,5	0,0	64,9	0,0	61,7	0,0	72,5	0,0	81,8	0,0
Produits pétroliers	216,1	615 065,3	271,2	649 683,8	288,0	732 970,8	227,6	817 479,0	328,1	1 550 449,8
Savon	39,4	99 759,3	37,1	106 632,3	37,2	111 302,8	35,9	108 272,2	40,2	219 575,1
Ciment	0,7	10 955,7	3,9	55 922,6	4,4	66 014,7	7,2	125 096,4	12,7	191 111,1
Tissus en coton	8,5	871,9	9,3	890,2	10,0	1 015,7	8,8	857,2	10,8	1 872,9
Textiles et chaussures	20,3	23 937,2	20,9	26 017,3	24,3	29 767,8	25,5	35 276,1	28,1	65 043,9
Plastiques	46,4	48 512,8	58,5	57 805,5	63,0	61 707,6	60,1	64 753,1	66,8	126 460,7
Engrais	7,8	35 078,3	3,4	32 939,1	14,1	75 446,9	14,2	75 334,9	20,9	150 781,8
Papiers, cartons et produits de l'édition	16,7	15 443,8	20,1	18 278,4	22,8	20 595,1	21,3	23 368,5	28,1	43 963,7
Céramiques, verres et perles	0,2	1 206,5	0,2	662,2	0,0	88,5	0,1	653,2	0,5	741,6
Matériels pour voies ferrées	0,1	137,5	0,5	73,9	0,5	85,2	0,1	80,0	0,1	165,3
Véhicules automobiles	2,4	1 297,7	1,7	986,5	16,9	2 257,9	2,7	1 209,1	4,8	3 467,1
Appareils mécaniques et électriques	10,5	4 416,4	10,4	4 267,3	6,1	2 130,9	15,6	5 201,2	10,3	7 332,2
Appareils de navigation maritime et aérienne	0,0	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	4,3	0,0	4,3
Appareils de précision et d'optique	0,1	5,5	0,2	26,0	0,2	63,6	0,3	34,8	0,2	98,4
Divers	11,5	43,2	21,0	83,1	22,4	168 577,1	16,4	85,4	20,9	168 662,4
TOTAL EXPORTATION	795,5	1 632 648,6	863,4	1 716 456,9	911,1	2 190 127,6	887,4	2 253 554,9	1 039,0	4 443 682,5
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	795,5	1 632 648,6	863,4	1 716 456,9	911,1	2 190 127,6	887,4	2 253 554,9	1 039,0	4 443 682,5
Hors cacao	795,5	1 632 648,6	863,4	1 716 456,9	911,1	2 190 127,6	887,4	2 253 554,9	1 037,8	4 443 682,5
Hors café/cacao	795,5	1 632 629,4	860,4	1 713 436,7	908,7	2 187 482,2	886,3	2 252 028,6	1 037,7	4 439 510,8
Hors produits pétroliers	579,4	1 017 583,3	592,2	1 066 773,1	623,1	1 457 156,8	659,8	1 436 075,9	710,9	2 893 232,7
Hors pétrole et produits pétroliers	579,4	1 017 583,3	592,2	1 066 773,1	623,1	1 457 156,8	659,8	1 436 075,9	710,9	2 893 232,7
Hors pétrole et café/cacao	795,5	1 632 629,4	860,4	1 713 436,7	908,7	2 187 482,2	886,3	2 252 028,6	1 037,8	4 439 510,8
Hors produits pétroliers et café/cacao	579,4	1 017 564,1	589,2	1 063 752,9	620,7	1 454 511,5	658,7	1 434 549,6	709,7	2 889 061,0
Hors pétrole, produits pétroliers et café/cacao	579,4	1 017 564,1	589,2	1 063 752,9	620,7	1 454 511,5	658,7	1 434 549,6	709,7	2 889 061,0

Sources : DGD, BCEAO

Annexe 2.11 : Importations en provenance des autres pays de l'UEMOA de 2017 à 2021

(valeurs en milliards f.c.a., quantités en tonnes, mwh)

IMPORTATIONS	ANNEES									
	2017		2018		2019		2020		2021	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
BIENS DE CONSOMMATION	109,9	415 228,3	86,2	365 070,4	121,1	474 411,6	137,8	491 874,0	146,6	538 522,2
PRODUITS ALIMENTAIRES	80,5	354 966,9	66,8	334 840,6	106,8	448 197,8	120,0	465 178,0	127,9	511 032,6
Produits laitiers	0,2	233,4	0,1	47,7	0,4	205,1	0,0	67,7	0,1	119,5
Fruits et légumes frais	5,2	100 285,7	5,5	106 013,8	8,3	142 729,3	7,8	129 979,1	11,1	169 478,4
Dont: Noix de cola	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Viandes et abats comestibles	0,0	11,7	0,0	7,8	0,0	0,4	0,1	17,5	0,0	12,4
Viande, poissons en conserves	0,0	0,3	0,0	0,3	0,0	0,6	0,0	6,3	0,0	8,3
Poissons	62,5	110 050,5	49,7	88 151,5	86,6	162 753,3	98,1	185 409,1	98,2	168 307,3
Riz semi-blanchi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	43,1	0,1	98,0	0,0	24,9
Blé tendre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres céréales	0,5	17 797,6	0,4	20 432,4	0,6	22 574,7	2,2	29 974,3	3,7	43 481,6
Farine	0,0	56,7	0,0	14,2	0,0	4,0	0,0	83,1	0,1	733,8
Graisses et huiles végétales ou animales	0,4	670,3	0,4	1 691,6	0,1	96,6	0,1	145,8	0,1	169,3
Sucre	0,3	563,6	0,2	691,4	0,3	762,0	0,3	740,5	0,4	1 927,6
Préparations alimentaires diverses	4,1	21 472,1	3,9	22 043,6	3,6	4 948,4	3,1	3 544,9	4,4	4 949,6
Boissons	1,6	6 407,4	1,7	7 527,8	0,5	1 904,8	1,5	4 544,1	1,8	4 692,3
Autres produits alimentaires	5,9	97 417,3	4,8	88 218,4	6,3	112 175,6	6,8	110 567,6	7,8	117 127,7
AUTRES BIENS DE CONSOMMATION	19,9	30 792,1	18,1	28 960,1	13,5	26 213,5	16,9	26 695,6	18,8	27 489,7
Vêtements	0,3	142,9	0,2	174,1	0,3	186,0	0,2	114,6	0,2	165,8
Produits pharmaceutiques	1,5	311,9	2,4	754,1	1,9	279,6	2,2	716,2	1,9	339,3
Tabac	11,2	912,5	9,3	787,4	6,6	849,4	9,9	740,0	10,0	833,6
Librairie	0,1	71,0	0,3	145,9	0,2	64,6	0,1	38,1	0,1	42,6
Plastiques	1,3	1 236,8	1,3	1 245,1	1,0	1 131,5	0,5	881,2	1,2	1 111,2
Caoutchouc	0,8	11 557,4	0,4	13 043,6	0,6	13 013,0	0,5	10 675,2	0,6	11 015,8
Automobiles	1,2	773,2	2,0	697,2	0,4	80,1	0,9	186,3	2,4	375,5
Appareil électroménagers	0,7	256,5	0,4	140,3	0,8	264,2	0,8	296,2	0,5	272,4
Produits divers des industries chimiques	0,0	73,5	0,1	125,7	0,3	326,4	0,2	390,6	0,1	230,8
Minerais, scories et cendres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres biens de consommation	2,9	15 456,5	1,9	11 846,7	1,5	10 018,7	1,6	12 657,1	1,8	13 102,5
PRODUITS ENERGETIQUES	9,5	29 469,2	1,3	1 272,7	12,4	37 252,6	4,4	17 143,7	2,7	3 633,5
Pétrole brut	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	9,4	29 469,2	1,3	1 272,7	12,4	37 252,6	4,4	17 143,7	2,7	3 633,5
BIENS INTERMEDIAIRES	8,3	26 224,9	8,9	21 131,8	9,9	129 688,5	11,7	165 527,1	11,8	250 434,3
Produits chimiques	0,0	73,5	0,0	67,9	0,6	1 035,5	0,3	303,0	0,5	2 296,0
Coton	5,6	2 169,0	5,3	2 035,6	5,1	1 977,3	5,6	2 008,8	5,7	2 206,5
Autres fibres textiles	1,0	15 523,6	0,2	148,5	0,6	605,3	1,1	1 451,1	0,2	211,7
Fer, fonte et acier	0,3	489,1	0,4	361,1	0,6	415,2	1,5	758,8	1,0	1 500,8
Produits métalliques	0,3	119,0	0,1	83,2	0,2	71,1	0,3	132,7	0,4	186,0
Céramique, verre, pierre	0,0	164,9	0,0	130,5	0,1	174,2	0,1	472,0	0,3	1 861,8
Engrais	0,0	28,4	1,7	8 307,2	0,0	100,1	0,0	42,7	0,0	50,3
Clinker	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres matériaux de construction	0,2	6 984,9	0,2	9 383,4	1,9	124 622,5	2,0	159 523,4	2,8	241 265,8
Papiers et cartons	0,4	182,6	0,4	265,0	0,4	248,6	0,2	176,3	0,3	315,4
Huiles essentielles et extraits végétaux	0,5	489,9	0,4	349,5	0,5	438,8	0,7	658,2	0,7	540,0
dont Huiles essentielles	0,4	381,6	0,4	277,8	0,4	340,9	0,5	514,2	0,4	420,7
BIENS D'EQUIPEMENT	5,0	5 818,3	4,0	4 227,5	6,2	4 301,0	6,9	3 719,2	6,3	5 283,0
Hors autre Matériel de transport	2,9	1 687,2	2,4	1 348,7	5,2	1 977,7	5,2	1 867,3	4,9	2 009,7
Équipement incompressible	2,9	1 685,9	2,3	1 347,2	5,2	1 976,9	3,5	996,2	3,0	1 406,3
Dont Machines mécaniques	1,2	978,7	0,9	619,8	3,0	1 257,8	3,5	996,2	3,0	1 406,3
Machines automatiques	0,0	1,3	0,0	1,5	0,1	0,7	0,0	5,5	0,1	3,6
Machines électrique	1,6	690,7	1,3	715,4	2,0	681,8	1,5	645,4	1,7	570,3
Instrument de précision	0,1	16,5	0,2	12,0	0,2	37,4	0,2	20,2	0,1	29,5
Matériel de transport routier	2,0	4 102,5	1,7	2 866,5	0,9	2 185,9	1,6	1 941,9	1,4	3 249,7
dont autres véhicules marchands	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mat. de transport navigation aérien	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mat. de transport navigation maritime	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Matériels pour voies ferrées	0,0	28,6	0,0	12,2	0,1	137,4	0,1	110,1	0,0	23,5
TOTAL IMPORTATION	123,2	447 271,4	99,1	390 433,1	148,9	645 653,5	159,9	678 263,7	167,6	797 873,0
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	123,2	447 271,4	99,1	390 433,1	148,9	645 653,5	159,9	678 263,7	167,6	797 873,0
Total hors pétrole brut	123,2	447 271,4	99,1	390 429,7	148,9	645 653,5	230,4	941 873,8	167,6	797 873,0
Total hors pétrole brut et produits pétroliers (1)	113,8	417 942,2	8,8	139 532,4	136,5	608 400,9	155,5	661 120,0	164,8	794 239,5
Total hors viande et tabac(2)	112,0	446 358,6	89,8	389 642,0	142,3	644 803,5	220,5	941 127,6	157,6	797 031,1
Total hors (1)+(2)	102,6	417 029,4	-0,5	138 744,6	129,9	607 550,9	145,6	660 373,8	154,8	793 397,6
Total hors biens d'équipement	118,2	441 453,1	95,1	386 202,2	142,7	641 352,5	223,5	938 154,6	161,2	792 590,1
Total hors pétrole et biens d'équipement	118,2	441 453,1	95,1	386 202,2	142,7	641 352,5	223,5	938 154,6	161,2	792 590,1

Source : DGD, BCEAO

Annexe 2.12 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2021

(en milliards de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		14,9	8,5	0,0	18,5	40,5	1,3	18,8	102,6
	Burkina	7,7		35,4	0,1	64,9	18,7	6,5	21,0	154,2
	Côte d'Ivoire	31,2	351,6		1,1	500,8	70,6	86,0	30,9	1 072,2
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,7		0,4	0,0	3,9	0,3	5,4
	Mali	12,3	40,2	71,6	0,4		24,0	127,9	9,8	286,2
	Niger	15,2	59,8	6,7	0,0	83,9		0,6	6,8	172,9
	Sénégal	16,6	37,1	124,7	47,9	601,6	13,3		14,9	856,2
	Togo	105,9	106,4	49,6	0,4	66,8	50,3	34,5		414,0
	UEMOA	189,0	610,0	297,4	49,9	1 337,0	217,3	260,7	102,5	3 063,7

Sources : BCEAO, Cellule de réconciliation des échanges intra-communautaires

Annexe 2.13 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2021

(en milliards de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		3,4	1,2	0,2	0,9	2,3	2,7	8,1	18,8
	Burkina	14,0		9,2	0,1	3,0	4,2	3,1	10,8	44,4
	Côte d'Ivoire	22,7	27,1		0,1	5,0	4,9	5,5	17,7	83,0
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0		0,1	0,0	3,1	0,0	3,2
	Mali	5,9	8,4	8,9	1,0		3,9	4,4	3,7	36,2
	Niger	5,6	1,9	4,7	0,0	1,0		4,5	2,7	20,4
	Sénégal	1,6	4,3	1,7	1,2	4,6	1,3		0,7	15,5
	Togo	19,7	2,4	0,3	0,1	0,8	2,6	4,7		30,6
	UEMOA	69,5	47,5	26,0	2,7	15,3	19,3	28,0	43,8	252,1

Sources : BCEAO, Cellule de réconciliation des échanges intra-communautaires

Annexe 2.14 : Tableau détaillé de la balance des paiements 2021 de la Côte d'Ivoire (présentation standard)

(En milliards de FCFA)

Code	Libellé poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
1	Compte des transactions courantes	9 590,2	11 184,0	-1 593,8
1.A	-- Biens et services	9 000,3	8 978,3	22,0
1.A.a	---- Biens	8 495,6	6 802,4	1 693,1
1.A.a.1	----- Marchandises générales, base balance des paiements	7 541,0	6 802,4	738,5
1.A.a.1.1	----- Dont : Réexportations	19,6	0,0	19,6
1.A.a.2	----- Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	4,9	0,0	4,9
1.A.a.2.1	----- Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	-44,8	0,0	-44,8
1.A.a.2.2	----- Biens vendus dans le cadre du négoce international	49,8	0,0	49,8
1.A.a.3	----- Or non monétaire	949,7	0,0	949,7
1.A.b	---- Services	504,7	2 175,9	-1 671,1
1.A.b.1	----- Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	2,1	-2,1
1.A.b.1.1	----- Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR), Biens reçus pour transformation (DR.)	0,0	0,0	0,0
1.A.b.1.2	----- Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR), Biens reçus après transformation (DR.)	0,0	2,1	-2,1
1.A.b.2	----- Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	27,3	25,1	2,2
1.A.b.3	----- Transport	207,0	1 309,4	-1 102,4
1.A.b.3.0	----- Pour tous les modes de transports	23,4	1 122,9	-1 099,5
1.A.b.3.0.1	----- Voyageurs	19,0	64,8	-45,8
1.A.3.0.1.1	----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,2	0,0	0,2
1.A.b.3.0.2	----- Fret	60,9	916,7	-855,8
1.A.b.3.0.3	----- Autres	92,5	2,6	89,9
1.A.b.3.1	----- Transports maritimes	23,4	1 122,9	-1 099,5
1.A.b.3.1.1	----- Voyageurs	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.1.1.1	----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.1.2	----- Fret	0,0	1 122,9	-1 122,9
1.A.b.3.1.3	----- Autres	23,4	0,0	23,4
1.A.b.3.2	----- Transports aériens	50,4	151,7	-101,3
1.A.b.3.2.1	----- Voyageurs	34,0	86,8	-52,8
1.A.b.3.2.1.1	----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.2.2	----- Fret	0,0	58,8	-58,8
1.A.b.3.2.3	----- Autres	16,4	6,1	10,3
1.A.b.3.3	----- Autres modes de transport	133,2	34,6	98,6
1.A.b.3.3.1	----- Voyageurs	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.3.1.1	----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.3.2	----- Fret	64,7	34,6	30,1
1.A.b.3.3.3	----- Autres	68,5	0,0	68,5
1.A.b.3.4	----- Services postaux et services de messagerie	0,0	0,2	-0,2
1.A.b.4	----- Voyages	140,7	146,9	-6,2
1.A.b.4.1	----- A titre professionnel	72,0	19,3	52,6
1.A.b.4.1.1	----- Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.1.2	----- Autres	72,0	19,3	52,6
1.A.b.4.2	----- A titre personnel	68,7	127,6	-58,9
1.A.b.4.2.1	----- Santé	0,5	4,1	-3,6
1.A.b.4.2.2	----- Éducation	1,2	35,2	-34,1
1.A.b.4.2.3	----- Autres	67,0	88,2	-21,2
1.A.b.4.0	----- Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	6,9	0,0	6,9
1.A.b.4.0.1	----- Biens	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.2	----- Services de transports locaux	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.3	----- Services d'hébergement	6,9	0,0	6,9
1.A.b.4.0.4	----- Services de restauration	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5	----- Autres services	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5.1	----- Services de santé	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5.2	----- Services d'éducation	0,0	0,0	0,0
1.A.b.5	----- Travaux de construction	1,3	5,8	-4,6
1.A.b.5.1	----- Travaux de construction réalisés à l'étranger	1,1	0,0	1,1
1.A.b.5.2	----- Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	0,2	5,8	-5,6
1.A.b.6	----- Services d'assurance et de retraite	4,5	76,5	-72,0
1.A.b.6.1	----- Assurance directe	2,0	63,0	-61,0
1.A.b.6.2	----- Réassurance	0,0	0,0	0,0
1.A.b.6.3	----- Services auxiliaires d'assurance	2,5	13,2	-10,8
1.A.b.6.4	----- Services de retraite et de garantie standardisée	0,0	0,3	-0,3
1.A.b.7	----- Services financiers	6,5	22,5	-16,0
1.A.b.7.1	----- Services financiers explicitement facturés et autres	6,5	22,5	-16,0
1.A.b.7.2	----- Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
1.A.b.8	----- Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0,0	7,0	-7,0
1.A.b.9	----- Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	69,7	204,3	-134,6
1.A.b.9.1	----- Services de télécommunications	56,7	151,4	-94,6
1.A.b.9.2	----- Services d'informatique	13,0	49,1	-36,1
1.A.b.9.3	----- Services d'information	0,0	3,9	-3,9
1.A.b.10	----- Autres services aux entreprises	27,1	322,6	-295,5
1.A.b.10.1	----- Services de recherche-développement	1,1	3,8	-2,7
1.A.b.10.2	----- Services spécialisés et services de conseil en gestion	17,2	56,1	-38,9
1.A.b.10.3	----- Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	8,9	262,7	-253,9
1.A.b.11	----- Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	1,2	5,5	-4,3
1.A.b.11.1	----- Services audio-visuels et connexes	1,1	1,3	-0,2
1.A.b.11.2	----- Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,1	4,1	-4,0
1.A.b.12	----- Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	19,5	48,3	-28,8

Code	Libellé poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
1.B	-- Revenu primaire	301,1	1 541,8	-1 240,7
1.B.1	---- Rémunération des salariés	301,1	1 541,8	-1 240,7
1.B.2	---- Revenus des investissements	202,8	1 496,3	-1 293,4
1.B.2.1	----- Investissements directs	117,2	866,3	-749,0
1.B.2.1.1	----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	112,3	768,0	-655,7
1.B.2.1.1.1	----- Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	42,7	408,9	-366,2
1.B.2.1.1.1.1	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	13,6	377,6	-364,0
1.B.2.1.1.1.2	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	26,2	16,9	9,3
1.B.2.1.1.1.3	----- Entre entreprises soeurs	2,9	14,4	-11,5
1.B.2.1.1.1.3.1	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.1.3.2	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.1.3.3	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.2	----- Bénéfices réinvestis	69,6	359,1	-289,6
1.B.2.1.1.2.1	----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.2.1.1	----- Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2	----- Intérêts	4,9	98,3	-93,3
1.B.2.1.2.1	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	1,2	85,5	-84,3
1.B.2.1.2.2	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0,6	10,8	-10,2
1.B.2.1.2.3	----- Entre entreprises soeurs	3,2	2,0	1,2
1.B.2.1.2.3.1	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2.3.2	----- si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2.3.3	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2M	----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0
1.B.2.2	----- Investissements de portefeuille	70,4	385,1	-314,7
1.B.2.2.1	----- Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	2,1	33,6	-31,5
1.B.2.2.1.1	----- Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	2,0	33,6	-31,7
1.B.2.2.1.2	----- Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	0,1	0,0	0,1
1.B.2.2.1.2.1	----- Dividendes	0,1	0,0	0,1
1.B.2.2.1.2.2	----- Bénéfices réinvestis	0,0	0,0	0,0
1.B.2.2.2	----- Intérêts	68,4	351,5	-283,2
1.B.2.2.2.1	----- À court terme	15,3	72,6	-57,4
1.B.2.2.2.2	----- À long terme	53,1	278,9	-225,8
1.B.2.3	----- Autres investissements	15,2	244,8	-229,7
1.B.2.3.1	----- Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0,0	0,0	0,0
1.B.2.3.2	----- Intérêts	15,2	244,8	-229,7
1.B.2.3.2M	----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0
1.B.2.3.3	----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4	----- Avoirs de réserves	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.1	----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.2	----- Intérêts	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.2M	----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
1.B.3	----- Autre revenu primaire	18,9	1,0	17,9
1.B.3.1	----- Taxes sur la production et importations	8,2	1,0	7,2
1.B.3.2	----- Subventions à la production	10,7	0,0	10,7
1.B.3.3	----- Loyers	0,0	0,0	0,0
1.C	-- Revenu secondaire	288,8	663,9	-375,1
1.C.1	---- Administrations publiques	92,3	81,8	10,5
1.C.1.1	----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	288,8	663,9	-375,1
1.C.1.1.1	----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.C.1.2	----- Cotisations sociales	0,0	0,0	0,0
1.C.1.2.1	----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.C.1.3	----- Prestations Sociales (Débit)	0,0	0,0	0,0
1.C.1.4	----- Coopération internationale courante	92,3	81,8	10,5
1.C.1.5	----- Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	0,0	0,0	0,0
1.C.1.5.1	----- Transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
1.C.2	---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	196,4	582,1	-385,7
1.C.2.1	----- Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	164,7	516,4	-351,7
1.C.2.1.1	----- Envois de fonds des travailleurs	164,7	516,4	-351,7
1.C.2.2	----- Autres transferts courants	31,7	65,7	-34,0
1.C.2.0.1	----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	1,6	0,0	1,6
1.C.2.0.2	----- Cotisations sociales	0,2	10,2	-10,0
1.C.2.0.3	----- Prestations sociales	7,9	16,8	-8,9
1.C.2.0.4	----- Primes d'assurance nettes hors assurance vie	15,5	32,6	-17,1
1.C.2.0.5	----- Indemnités d'assurance dommage	3,1	4,9	-1,9
1.C.2.0.6	----- Coopération internationale courante	1,4	0,1	1,3
1.C.2.0.7	----- Transferts courants divers	2,0	1,0	1,0
1.C.2.0.7.1	----- Dont: transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
1.C.3	---- Ajustement pour variation des droits à pension	0,0	0,0	0,0
2	Compte de capital	92,5	0,9	91,6
2.1	-- Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	0,0	0,9	-0,9
2.2	-- Transferts de capital	92,5	0,0	91,6
2.2.1	---- Administration publique	92,5	0,0	92,5
2.2.1.1	----- Remises de dette	92,3	0,0	92,3
2.2.1.2	----- Autres transferts de capital	0,0	0,0	0,0
2.2.1.2.1	----- dont: impôts en capital	92,3	0,0	92,3
2.2.2	---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
2.2.2.1	----- Remises de dette	0,2	0,0	0,2
2.2.2.2	----- Autres transferts de capital	0,0	0,0	0,0
2.2.2.2.1	----- dont: impôts en capital (Crédit)	0,2	0,0	0,2
2.2.2.0.1	----- dont: entre ménages	0,0	0,0	0,0

Code	Libellé poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
3	Compte financier	2 048,7	3 548,6	-1 499,8
5	Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	2 048,7	3 548,6	-1 499,8
3.1	Investissement direct	158,2	772,1	-614,0
3.1.1	Titres de participation et parts de fonds de placement	54,9	470,0	-415,1
3.1.1.1	Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	-14,6	110,9	-125,5
3.1.1.1.1	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	-20,0	113,5	-133,5
3.1.1.1.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,2	-0,2
3.1.1.1.3	Entre entreprises soeurs	5,3	-2,8	8,1
3.1.1.1.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
3.1.1.2	Réinvestissement des bénéfices	69,6	359,1	-289,6
3.1.1.0.1	Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.1.1.0.1.1	Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
3.1.2	Instruments de dette	103,2	302,1	-198,9
3.1.2.1	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,2	268,2	-267,9
3.1.2.2	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	50,7	-0,9	51,5
3.1.2.3	Entre entreprises soeurs	52,3	34,8	17,5
3.1.2.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0	Titres de créance :	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.1	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.2	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3	Entre entreprises soeurs	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
3.2	Investissements de portefeuille	371,7	776,6	-404,9
3.2.1	Titres de participation et parts de fonds de placement	56,8	8,4	48,5
3.2.1.1	Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.2.1.3	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.2.1.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	14,9	0,0	14,9
3.2.1.4	Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
3.2.1.4.1	Autres sociétés financières	41,9	8,4	33,6
3.2.1.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	41,7	0,0	41,7
3.2.1.0.1	Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,2	8,4	-8,2
3.2.1.0.1.1	Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.1.2	Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2	Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2.1	Réinvestissement des bénéfices	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2.2	Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
3.2.2	Titres de créance	314,9	768,3	-453,4
3.2.2.1	Banque centrale	314,9	768,3	-453,4
3.2.2.1.1	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.2	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.2.1.1.9.1	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.1.1.9.2	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	331,7	0,0	331,7
3.2.2.2.1	À court terme	110,0	0,0	110,0
3.2.2.2.2	À long terme	221,7	0,0	221,7
3.2.2.3	Administrations publiques	0,0	768,3	-768,3
3.2.2.3.1	À court terme	0,0	235,3	-235,3
3.2.2.3.2	À long terme	0,0	533,0	-533,0
3.2.2.4	Autres secteurs	-16,8	0,0	-16,8
3.2.2.4.0.1	À court terme	-1,5	0,0	-1,5
3.2.2.4.0.2	À long terme	-15,3	0,0	-15,3
3.2.2.4.1	Autres sociétés financières	-16,8	0,0	-16,8
3.2.2.4.1.1	À court terme	-1,5	0,0	-1,5
3.2.2.4.1.2	À long terme	-15,3	0,0	-15,3
3.2.2.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
3.2.2.4.2.1	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.4.2.2	À long terme	0,0	0,0	0,0

Code	Libellé poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
3.3	-- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,8	0,0	0,8
3.3.1	---- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.3.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.3.2	---- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.3.3	---- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.3.4	---- Autres secteurs	0,8	0,0	0,8
3.3.4.1	----- Autres sociétés financières	0,8	0,0	0,8
3.3.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1	----- Dérivés financiers (autres que réserves)	0,8	0,0	0,8
3.3.0.1.1	----- Options	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1.2	----- Contrats à terme	0,0	0,0	0,0
3.3.0.2	----- Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
3.4	-- Autres investissements	347,9	1 999,8	-1 651,9
3.4.1	--- Autres titres de participation	17,6	0,0	17,6
3.4.2	--- Monnaie fiduciaire et dépôts	61,5	64,7	-3,2
3.4.2.1	---- Banque centrale	0,0	-64,8	64,8
3.4.2.1.1	----- À court terme	0,0	-64,8	64,8
3.4.2.1.2	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9.1	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9.2	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.2	---- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	67,1	129,5	-62,5
3.4.2.2.0.1	----- Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0
3.4.2.2.1	----- À court terme	67,1	129,5	-62,5
3.4.2.2.2	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.3	---- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.2.3.1	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.3.2	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4	---- Autres secteurs	-5,5	0,0	-5,5
3.4.2.4.0.1	----- À court terme	32,7	0,0	32,7
3.4.2.4.0.2	----- À long terme	-38,2	0,0	-38,2
3.4.2.4.1	----- Autres sociétés financières	-0,6	0,0	-0,6
3.4.2.4.1.1	----- À court terme	0,2	0,0	0,2
3.4.2.4.1.2	----- À long terme	-0,8	0,0	-0,8
3.4.2.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-5,0	0,0	-5,0
3.4.2.4.2.1	----- À court terme	32,5	0,0	32,5
3.4.2.4.2.2	----- À long terme	-37,4	0,0	-37,4
3.4.3	--- Prêts	222,5	908,2	-685,7
3.4.3.1	---- Banque centrale	0,0	-61,5	61,5
3.4.3.1.1	----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	-61,5	61,5
3.4.3.1.2	----- Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.3	----- Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.1	----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.2	----- Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.3	----- Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.2	---- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	222,5	-13,8	236,3
3.4.3.2.1	----- À court terme	52,5	-19,5	72,1
3.4.3.2.2	----- À long terme	169,9	5,7	164,2
3.4.3.3	---- Administrations publiques	0,0	912,8	-912,8
3.4.3.3.1	----- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
3.4.3.3.2	----- Autres à court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.3.3	----- Autres à long terme	0,0	912,8	-912,8
3.4.3.4	---- Autres secteurs	0,0	70,7	-70,7
3.4.3.4.0.1	----- À court terme	0,0	-11,8	11,8
3.4.3.4.0.2	----- À long terme	0,0	82,5	-82,5
3.4.3.4.1	----- Autres sociétés financières	0,0	6,6	-6,6
3.4.3.4.1.1	----- À court terme	0,0	-1,9	1,9
3.4.3.4.1.2	----- À long terme	0,0	8,5	-8,5
3.4.3.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	64,1	-64,1
3.4.3.4.2.1	----- À court terme	0,0	-9,9	9,9
3.4.3.4.2.2	----- À long terme	0,0	74,0	-74,0
3.4.4	--- Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	2,5	0,1	2,3
3.4.4.1	---- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.4.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.4.2	---- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.4.3	---- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4	---- Autres secteurs	2,5	0,1	2,3
3.4.4.4.1	----- Autres sociétés financières	2,5	0,1	2,3
3.4.4.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.1	----- Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.2	----- Droits à assurance vie et à annuités	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.3	----- Droits à pension	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.4	----- Créances des fonds de pension sur les sponsors	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.5	----- Droits à prestations autres que des pensions	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.6	----- Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0,0	0,0	0,0

Code	Libellé poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
3.4.5	---- Crédits commerciaux et avances	44,1	304,0	-259,9
3.4.5.1	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.1	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.2	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9.1	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9.2	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2.1	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2.2	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3.1	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3.2	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4	----- Autres secteurs	44,1	304,0	-259,9
3.4.5.4.0.1	----- À court terme	-50,0	113,1	-163,2
3.4.5.4.0.2	----- À long terme	94,2	190,9	-96,7
3.4.5.4.1	----- Autres sociétés financières	-46,0	-30,5	-15,5
3.4.5.4.1.1	----- À court terme	-46,0	-31,2	-14,9
3.4.5.4.1.2	----- À long terme	0,0	0,6	-0,6
3.4.5.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	90,2	334,6	-244,4
3.4.5.4.2.1	----- À court terme	-4,0	144,3	-148,3
3.4.5.4.2.2	----- À long terme	94,2	190,3	-96,1
3.4.6	---- Autres comptes à recevoir/ à payer	-0,3	238,6	-238,9
3.4.6.1	----- Banque centrale	0,0	228,3	-228,3
3.4.6.1.1	----- À court terme	0,0	228,3	-228,3
3.4.6.1.2	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9.1	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9.2	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.2	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,1	9,0	-8,9
3.4.6.2.1	----- À court terme	0,1	9,0	-8,9
3.4.6.2.2	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3.1	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3.2	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.4	----- Autres secteurs	-0,4	1,3	-1,7
3.4.6.4.0.1	----- À court terme	-0,4	0,7	-1,1
3.4.6.4.0.2	----- À long terme	0,0	0,6	-0,6
3.4.6.4.1	----- Autres sociétés financières	-0,4	1,0	-1,4
3.4.6.4.1.1	----- À court terme	-0,4	0,0	-0,4
3.4.6.4.1.2	----- À long terme	0,0	1,0	-1,0
3.4.6.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,3	-0,3
3.4.6.4.2.1	----- À court terme	0,0	0,7	-0,7
3.4.6.4.2.2	----- À long terme	0,0	-0,5	0,5
3.4.7	---- Droits de tirage spéciaux	0,0	484,1	-484,1
3.5	-- Avoirs de réserve	1 170,2	0,0	1 170,2
3.5.1	---- Or monétaire	0,0	0,0	0,0
3.5.1.1	----- Or métal	0,0	0,0	0,0
3.5.1.2	----- Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0
3.5.2	---- Droits de tirage spéciaux	372,8	0,0	372,8
3.5.3	---- Position de réserve au FMI	164,1	0,0	164,1
3.5.4	---- Autres avoirs de réserve	633,3	0,0	633,3
3.5.4.1	----- Monnaie fiduciaire et dépôts	633,3	0,0	633,3
3.5.4.1.1	----- Créances sur les autorités monétaires	1,1	0,0	1,1
3.5.4.1.2	----- Créances sur d'autres entités	632,2	0,0	632,2
3.5.4.2	----- Titres	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1	----- Titres de créance	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1.1	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1.2	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.2	----- Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.5.4.3	----- Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.5.4.4	----- Autres créances	0,0	0,0	0,0
6	Erreurs et omissions nettes	-7 633,9	-7 636,3	2,4

Source : BCEAO

Tableau 2.15 : Tableau détaillé de la Position Extérieure Globale 2021 de la Côte d'Ivoire

Libellé poste	AVOIRS	ENGAGEMENTS	POSITION NETTE
Position extérieure global nette	11 787,5	27 211,6	-15 424,2
- - Investissement direct	1 497,5	7 291,9	-5 794,5
- - - Titres de participation et parts de fonds de placement	881,1	4 867,7	-3 986,6
- - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	813,6	4 632,4	-3 818,8
- - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	698,6	4 584,6	-3 886,0
- - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	14,1	-14,1
- - - - - Entre entreprises sœurs	115,1	33,7	81,4
- - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
- - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
- - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
- - - Instruments de dette	616,4	2 424,2	-1 807,8
- - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	9,8	1 883,5	-1 873,7
- - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	77,7	2,7	75,0
- - - - - Entre entreprises sœurs	528,8	538,0	-9,2
- - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
- - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
- - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
- - - - - Titres de créance :	0,0	0,0	0,0
- - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0
- - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
- - - - - Entre entreprises sœurs	0,0	0,0	0,0
- - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
- - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
- - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
- - Investissements de portefeuille	1 814,0	6 966,4	-5 152,3
- - - Titres de participation et parts de fonds de placement	319,8	206,3	113,5
- - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
- - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
- - - - établissements de dépôts autres que la banque centrale	81,7	0,0	81,7
- - - - Autres secteurs	238,1	206,3	31,8
- - - - - Autres sociétés financières	220,5	0,5	220,0
- - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	17,6	205,8	-188,2
- - - - - Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
- - - - - Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
- - - - - Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
- - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
- - - - - Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
- - - Titres de créance	1 494,2	6 760,1	-5 265,9
- - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
- - - - - à court terme	0,0	0,0	0,0
- - - - - à long terme	0,0	0,0	0,0
- - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
- - - - - à court terme	0,0	0,0	0,0
- - - - - à long terme	0,0	0,0	0,0
- - - - établissements de dépôts autres que la banque centrale	1 414,3	0,0	1 414,3
- - - - - à court terme	350,0	0,0	350,0
- - - - - à long terme	1 064,3	0,0	1 064,3
- - - - Administrations publiques	0,0	6 760,1	-6 760,1
- - - - - à court terme	0,0	1 552,0	-1 552,0
- - - - - à long terme	0,0	5 208,1	-5 208,1
- - - - Autres secteurs	80,0	0,0	80,0
- - - - - à court terme	1,8	0,0	1,8
- - - - - à long terme	78,2	0,0	78,2
- - - - - Autres sociétés financières	80,0	0,0	80,0
- - - - - à court terme	1,8	0,0	1,8
- - - - - à long terme	78,2	0,0	78,2
- - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
- - - - - à court terme	0,0	0,0	0,0
- - - - - à long terme	0,0	0,0	0,0

Libellé poste	AVOIRS	ENGAGEMENTS	POSITION NETTE
. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	6,4	0,0	6,4
. - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
. - - - établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
. - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
. - - - Autres secteurs	6,4	0,0	6,4
. - - - - Autres sociétés financières	6,4	0,0	6,4
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
. - - - - Dérivés financiers (autres que réserves)	6,4	0,0	6,4
. - - - - - Options	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Contrats à terme	0,0	0,0	0,0
. - - - - Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
. - - Autres investissements	2 262,3	12 953,3	-10 691,1
. - - - Autres titres de participation	132,7	0,0	132,7
. - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	811,8	782,1	29,7
. - - - - Banque centrale	0,0	77,6	-77,6
. - - - - - à court terme	0,0	77,6	-77,6
. - - - - - à long terme	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - à court terme	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - à long terme	0,0	0,0	0,0
. - - - - établissements de dépôts autres que la banque centrale	189,7	704,5	-514,7
. - - - - - Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0
. - - - - - à court terme	189,7	704,5	-514,7
. - - - - - à long terme	0,0	0,0	0,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
. - - - - - à court terme	0,0	0,0	0,0
. - - - - - à long terme	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres secteurs	622,1	0,0	622,1
. - - - - - à court terme	526,6	0,0	526,6
. - - - - - à long terme	95,5	0,0	95,5
. - - - - - Autres sociétés financières	7,5	0,0	7,5
. - - - - - à court terme	15,2	0,0	15,2
. - - - - - à long terme	-7,7	0,0	-7,7
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	614,5	0,0	614,5
. - - - - - à court terme	511,4	0,0	511,4
. - - - - - à long terme	103,1	0,0	103,1
. - - - Prêts	561,8	9 191,7	-8 629,9
. - - - - Banque centrale	0,0	1 364,3	-1 364,3
. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	1 364,3	-1 364,3
. - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
. - - - - établissements de dépôts autres que la banque centrale	561,8	271,8	289,9
. - - - - - à court terme	55,6	244,8	-189,3
. - - - - - à long terme	506,2	27,0	479,2
. - - - - Administrations publiques	0,0	6 488,9	-6 488,9
. - - - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres à court terme	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres à long terme	0,0	6 488,9	-6 488,9
. - - - - Autres secteurs	0,0	1 066,6	-1 066,6
. - - - - - à court terme	0,0	54,8	-54,8
. - - - - - à long terme	0,0	1 011,9	-1 011,9
. - - - - - Autres sociétés financières	0,0	41,2	-41,2
. - - - - - à court terme	0,0	4,9	-4,9
. - - - - - à long terme	0,0	36,3	-36,3
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	1 025,4	-1 025,4
. - - - - - à court terme	0,0	49,8	-49,8

Libellé poste	AVOIRS	ENGAGEMENTS	POSITION NETTE
- - - - Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	11,0	0,3	10,7
- - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
- - - - - établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
- - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
- - - - - Autres secteurs	11,0	0,3	10,7
- - - - - - - - - - Autres sociétés financières	11,0	0,3	10,7
- - - - - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - - - Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - - - Droits à assurance vie et à annuités	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - - - Droits à pension	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - - - Créances des fonds de pension sur les sponsors	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - - - Droits à prestations autres que des pensions	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - - - Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0,0	0,0	0,0
- - - - Crédits commerciaux et avances	715,3	1 132,1	-416,8
- - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - - - à court terme	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - - - à long terme	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - - - - - - - - - à court terme	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - - - - - - - - - à long terme	0,0	0,0	0,0
- - - - - établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - - - à court terme	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - - - à long terme	0,0	0,0	0,0
- - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - - - à court terme	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - - - à long terme	0,0	0,0	0,0
- - - - - Autres secteurs	715,3	1 132,1	-416,8
- - - - - - - - - - - - - - - - à court terme	448,7	909,0	-460,3
- - - - - - - - - - - - - - - - à long terme	266,7	223,1	43,5
- - - - - - - - - - Autres sociétés financières	16,9	14,9	2,0
- - - - - - - - - - - - - - - - à court terme	16,9	11,3	5,6
- - - - - - - - - - - - - - - - à long terme	0,0	3,6	-3,6
- - - - - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	698,5	1 040,6	-342,2
- - - - - - - - - - - - - - - - à court terme	431,8	821,1	-389,3
- - - - - - - - - - - - - - - - à long terme	266,7	219,5	47,2
- - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	29,8	1 088,8	-1 059,1
- - - - - Banque centrale	0,0	1 062,8	-1 062,8
- - - - - - - - - - à court terme	0,0	1 062,8	-1 062,8
- - - - - - - - - - à long terme	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - - - - - - - - - à court terme	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - - - - - - - - - à long terme	0,0	0,0	0,0
- - - - - établissements de dépôts autres que la banque centrale	1,7	10,7	-9,0
- - - - - - - - - - à court terme	1,7	10,7	-9,0
- - - - - - - - - - à long terme	0,0	0,0	0,0
- - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - - - à court terme	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - - - à long terme	0,0	0,0	0,0
- - - - - Autres secteurs	28,0	15,3	12,7
- - - - - - - - - - - - - - - - à court terme	14,0	1,5	12,5
- - - - - - - - - - - - - - - - à long terme	14,0	13,8	0,2
- - - - - - - - - - Autres sociétés financières	12,8	2,0	10,8
- - - - - - - - - - - - - - - - à court terme	12,8	-0,4	13,3
- - - - - - - - - - - - - - - - à long terme	0,0	2,4	-2,4
- - - - - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	15,2	13,3	1,9
- - - - - - - - - - - - - - - - à court terme	1,2	2,0	-0,8
- - - - - - - - - - - - - - - - à long terme	14,0	11,4	2,6
- - - - Droits de tirage spéciaux	0,0	758,4	-758,4
- - - - - Avoirs de réserve	6 207,3	0,0	6 207,3
- - - - - - - - - - Or monétaire	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - - - Or métal	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - - - Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0
- - - - Droits de tirage spéciaux	1 329,2	0,0	1 329,2
- - - - - Position de réserve au FMI	125,0	0,0	125,0
- - - - - Autres avoirs de réserve	4 753,1	0,0	4 753,1
- - - - - - - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	4 753,1	0,0	4 753,1
- - - - - - - - - - - - - - - - Créances sur les autorités monétaires	3,0	0,0	3,0
- - - - - - - - - - - - - - - - Créances sur d'autres entités	4 750,2	0,0	4 750,2
- - - - - - - - - - Titres	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - - - - - - - - - Titres de créance	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - - - - - - - - - à court terme	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - - - - - - - - - à long terme	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - - - - - - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - - - Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0

Source : BCEAO



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int